

La Révolution prolétarienne

REVUE FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Dans ce numéro :

**Un siècle après : retraite,
Sécu, il faut unifier !**

Michel (militant CGT)



**À propos de la vie de
Murray Bookchin**

D. Harpagès



Filatures et féminisme

J.-K. Paulhan



**Entretien avec J. Beschon
(« collectif Manifeste Rien »)**



**Féminisme, lutte de classes
et antiracisme**

N. Sidi Moussa



**Lettre d'Amérique :
Chronique d'une crise**

D. Ball

Les Gilets jaunes

Le mouvement des Gilets jaunes, protéiforme et disparate, n'a pas échappé à l'histoire du verre à moitié vide ou à moitié plein. Des catégories de la population non habituées aux luttes sociales ont montré une capacité de mobilisation sur la durée à partir d'une colère légitime sur la baisse du pouvoir d'achat. En même temps, ce mouvement regorgeait d'anti-syndicalisme parfois viscéral et ne dénonçait jamais une présence ininterrompue de fascistes, des propos complotistes de ses leaders ou des agressions répétées contre les journalistes. Certains militants ont opté pour un entrisme invisible, sans leurs couleurs, persuadés un peu vite de participer au grand Soir; d'autres divergeaient quant à la perception de la composition de classe du mouvement et constataient ses contradictions et les difficultés de trouver des outils d'intervention vraiment adaptés.

Ce mouvement, difficile à analyser dans sa globalité, pose des questions importantes de stratégie et d'organisation, comme :

- les limites d'un blocage de la circulation, et parfois de la distribution, mais jamais de la production; d'où la nécessité d'une convergence avec le mouvement syndical.

- les limites d'une démocratie par les réseaux sociaux, avec un pilotage par le « noyau Facebook » droitier, chaque délégué local d'A.G. se voyant systématiquement accusé d'illégitimité, chaque plateforme revendicative ayant du mal à faire consensus, et sans coordination nationale (une tentative en ce sens ayant toutefois été faite à Commercy).

Le mouvement évolue, la question de la grève générale a émergé chez certains, la répression gouvernementale et son projet de loi anti-casseurs ont scandalisé tout le monde, et il nous faut tout à la fois tirer des leçons et agir efficacement. Nous avons par exemple pris l'habitude de mesurer nos réussites et nos échecs à l'aune de la participation (grèves majoritaires, manif's massives) mais la couverture médiatique, qu'on voyait bien depuis des années devenir un enjeu en soi et qui s'est confirmée à deux vitesses lors de la journée d'action du 5 février, est devenue d'autant plus problématique qu'elle surdétermine de plus en plus l'impact politique de l'action.

Stéphane JULIEN

La Révolution Prolétarienne

Directeur : Stéphane JULIEN

6 rue des mûriers, 14930 Eterville

Équipe revue : Catherine Bajoue, Pascal B.,

Stéphane Julien, Benoît Kermeal, Jean-Kely

Paulhan, Louis Sarlin, Nedjib Sidi Moussa.

Éditée par :

Les Amis de la Révolution prolétarienne

Trimestriel. Abonnement : 23 euros

Commission paritaire n° 0321 G 87832

contact : redactionrp@gmail.com

Prix : 5,80 euros

Un siècle après : retraite, Sécu, il faut unifier !

Une nouvelle bataille sur les retraites s'engage. Il est quasiment certain que, comme d'habitude, on va y retrouver les deux éléments désormais habituels. D'abord, une division entre les syndicats d'accompagnement et les syndicats de lutte qui vont refuser la nouvelle régression programmée, mais qui prend ici le caractère d'un changement complet d'époque si le régime de base par points est imposé. D'autre part, la bataille devrait avoir, de nouveau, un caractère uniquement défensif, car réforme après réforme, les confédérations qui s'y opposent n'avancent pas de revendications qui permettraient de faire franchir une étape à la Sécurité sociale, et en particulier aux retraites, pour les salariés. Sur le premier point, seule une mobilisation très massive pourra déborder et paralyser les appareils des confédérations d'accompagnement. Pour le second, il faut travailler dès maintenant à mettre à l'ordre du jour les contradictions des revendications du syndicalisme de lutte et mettre en avant la seule revendication offensive : une Sécu unique et unifiée pour tous les salariés, sur tous les champs et donc celui aussi de la retraite.

La réforme prévue, le régime unique par points pour tous, est non négociable, elle est à rejeter, inutile ici d'en faire la démonstration. Mais il s'agit de pointer ce qu'une telle revendication défensive comporte comme faiblesses et de contradictions.

Tout d'abord, notre opposition justifiée au régime par points s'arrête aux régimes de base. Pourquoi ? Mystère ! Car comment expliquer l'absence totale d'expression des confédérations syndicales de lutte sur les régimes de retraite complémentaire par points, du privé (Agirc-Arrco) comme du public (Ircantec). Pourquoi aucune revendication, ni maintenant ni avant, pour l'intégration de ces régimes obligatoires par points dans les régimes de base et donc leur transformation radicale sur la base d'annuités ? Le patronat a consenti à la création, puis à la généralisation, des régimes de retraite complémentaire pour les non-cadres dès le milieu des années 50, contre l'amélioration du régime général, pour tenter de stopper la généralisation des grèves offensives sur les salaires, à la suite de celles de la métallurgie à Nantes et Saint-Nazaire, mais en créant des régimes à sa main. Ces régimes par points sont, comme les complémentaires santé, des institutions qui s'opposent à la Sécurité sociale. Que les principales confédérations, via leurs fédérations professionnelles, soient co-gestionnaires de ces régimes par points que nous devrions combattre, fait-il partie de l'explication de cette contradiction ?

Ensuite, une bataille défensive, le refus de la réforme programmée, doit se préparer à passer à l'offensive, non pas en cours de la lutte, mais dès maintenant. Gouvernement et patronat jouent de nouveau sur « l'inégalité » supposée entre les multiples régimes, en divisant le privé et le public. Et il est évident que cela marche. Les explications sous forme de tracts bourrés de courbes et de chiffres pour expliquer que c'est faux n'ont pas d'effet. La revendication offensive d'un régime de retraite unique et unifié pour tous les salariés, fonctionnant sur la base d'annuités et non sur des points, et intégrant les régimes de retraite complémentaires, peut nous sortir de l'ornière dans laquelle les confédérations sont enfermées depuis les premières attaques d'ampleur, les ordonnances Balladur-Veil d'août 1993. Alors seulement, les revendications sur la baisse de l'âge légal, la hausse des pensions, le calcul de celles-ci à partir d'une période très courte où le salaire a été le plus élevé, etc. prendront un caractère cohérent. On nous apportera la réplique classique : « En revendiquant un régime unique, vous allez dans le sens du gouvernement ». Voilà un pauvre argument, qui revient en fait à laisser gouvernement et patronat fixer nos revendications ! Ou alors, on rétorquera que remettre en cause les régimes de retraite des fonctionnaires c'est remettre en cause leur statut. On peut ainsi lire dans la presse CGT : « Mais les statuts de service public ne sont pas que l'équivalent des conventions collectives de branche » ou « La question des statuts publics et des régimes de retraite qui leur sont liés (...), c'est d'abord une question politique d'organisation de la puissance publique et des services publics à la française » (*Le Peuple*, n°1748, septembre 2018). Les agents publics seraient touchés par une grâce spéciale, celle de la mystique de l'État... bourgeois.

En 1945-46, le projet de Sécurité sociale, y compris au sein de la confédération CGT, était la création d'un régime unique et unifié pour toute la population. La loi du 30 octobre 1946, dite de « généralisation de la sécurité sociale », qui n'a pu se traduire dans les faits, est explicite : régime unique, et préservation des garanties supérieures existantes pour certaines professions. Une lutte interne entre la confédération et les puissantes fédérations des cheminots, électriciens-gaziers, fonctionnaires eut lieu : régime unique ou pas ? La confédération a perdu et le monde des salariés n'a pas pu être organisé pour revendiquer le projet historique de la CGT. Ces syndicalistes étaient-ils des crétins qui voulaient s'attaquer au statut de la

fonction publique ? Près de 80 ans de corporatisme d'appareils syndicaux co-gestionnaires a produit automatiquement sa propre idéologie et ses propres justifications. Il faudrait faire l'histoire de cette bataille peu connue de 1946 dans la CGT.

Mais remontons dans le temps pour nous rendre compte que cette revendication d'unification de la classe ouvrière par un régime unique d'assurances sociales (on dirait aujourd'hui de Sécurité sociale) est centenaire, comme le prouvent les extraits suivants de revendications adoptées par la CGT, dès 1918. Aucune mystique de l'État mais l'objectif de s'unir pour être plus forts, pour se donner les moyens d'améliorer le sort de tous, bref un syndicalisme de classe.

Un des enjeux d'aujourd'hui est de redécouvrir cette histoire, de la transmettre, pour la transformer en revendication offensive : unifions notre classe par l'unité syndicale dans la lutte et par la revendication d'un régime unique pour tous !

CGT - Programme minimum confédéral de 1918

« Assurances sociales. Constatant que le régime actuel des assurances sociales comporte des différences de système pour chaque catégorie d'assujettis, qu'il est d'autre part incomplet, qu'il importe d'en assurer l'uniformité et la généralisation, la CGT demande la création d'un système général d'assurances sociales

couvrant tous les risques encourus par les salariés : accidents, maladie, chômage, invalidité, vieillesse, étant entendu que les organisations ouvrières seront admises à prendre part à la gestion de ce système. [...]»

CGT - La Voix du Peuple – mai 1919

RAPPORT SUR L'UNIFICATION DES RETRAITES

« [...] Le régime des retraites pour la vieillesse est en France dispersé et tend à accentuer la division du prolétariat en catégories particulières. [...] Un tel état de choses, si on le laissait subsister et surtout se développer, ne manquerait pas d'être une menace pour cette unité du prolétariat que nous devons travailler à réaliser de plus en plus. [...] Ainsi, le souci d'unité de la classe ouvrière nous amène forcément à envisager le problème de l'unification des retraites, des régimes multiples ne pouvant plus subsister. [...] Les assujettis de toutes catégories réclament chacun de leur côté. La question, à notre avis, est d'arriver à grouper ces revendications et ces efforts dans le sens d'une action générale et pour obtenir l'unification des situations et des droits, étant bien entendu, comme il va de soi, que nous ne concevons pas une réforme qui diminuerait les avantages acquis. [...] »

L'organisation ouvrière de ce pays ne s'est jamais bornée à grouper des travailleurs pour des actions particulières. Toujours elle a cherché à assigner au mouvement des revendications générales et communes à tous, puisque c'est par là que la solidarité prolétarienne s'affirme de la façon la plus concrète et que peut le mieux se réaliser une union de plus en plus étroite de nos groupements.

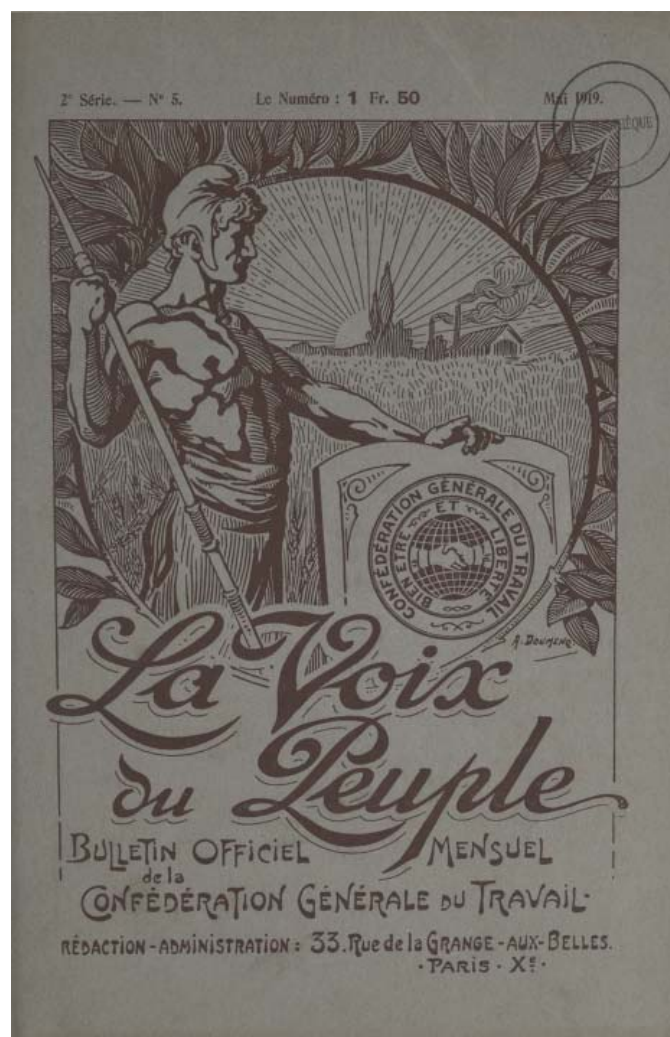
L'unification et la généralisation des assurances sociales est une de ces actions. La classe ouvrière se doit de travailler à cette réforme générale et de réclamer, dans les institutions nouvelles qu'elle demande, sa part légitime de contrôle et de direction. »

CGT - Programme minimum confédéral de 1921

« Assurances sociales. Constatant que le régime actuel des assurances sociales comporte des différences de système pour chaque catégorie d'assujettis, qu'il est d'autre part incomplet, qu'il importe d'en assurer l'uniformité et la généralisation, la CGT demande la création d'un système général d'assurances sociales couvrant tous les risques encourus par les salariés : accidents, maladie, chômage, invalidité, vieillesse, étant entendu que les organisations ouvrières seront admises à prendre part à la gestion de ce système. [...]»

Michel, secrétaire d'Union Locale CGT

◇ ◇ ◇



Ces gilets bruns qui polluent les gilets jaunes

(extraits)

Nous publions ici deux extraits du dernier dossier de VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes), association intersyndicale composée d'une cinquantaine de structures syndicales : la FSU et plusieurs de ses syndicats, l'Union Syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT, de l'UNEF et le syndicat de la Magistrature. Le dossier complet est consultable et téléchargeable à l'adresse https://www.visa-isa.org/files/Dossier_n5_VISA_GJ_def.pdf

[NDLR]

◆ Debout La France

Les passerelles entre le RN et DLF sont nombreuses. Un soutien affiché des gilets jaunes en est l'emblème, Frank Buhler, délégué de la 1^{ère} circonscription du Tarn-et-Garonne de Debout La France (DLF), le parti de Nicolas Dupont-Aignan. Cet agitateur avait fait un passage remarqué au FN entre mai 2016 et avril 2018. Son chef de parti lui-même, Dupont-Aignan, était d'ailleurs l'un des premiers politiques à afficher publiquement – et très bruyamment, dans son cas – son soutien aux premiers appels à des blocages des routiers, lors d'un passage sur RMC du 26 octobre 2018.

Le 4 décembre dernier, Dupont-Aignan a d'ailleurs présenté une proposition de loi reprenant une partie des revendications des « gilets jaunes », proposant notamment l'annulation des taxes sur les carburants et l'énergie, l'annulation de la hausse de la CSG pour les retraités, une réforme du statut des travailleurs détachés, et le rétablissement de l'ISF... sauf pour ceux qui réinvestissent leur fortune en France. À noter la belle hypocrisie consistant à continuer d'exonérer certains contribuables fortunés de l'ISF et l'opportunité malsaine concernant les travailleurs détachés.

Notons aussi la présence très médiatique de Benjamin Cauchy, un temps porte-parole auto-proclamé des Gilets jaunes à Toulouse. Ce proche de Debout la France mais aussi du groupuscule fasciste de l'Union Corporative pour le Défense et l'Entraide Languedocienne (UCODEL) s'est finalement fait évincer par les Gilets jaunes de Toulouse, ce qui est à souligner comme une des grandes et positives réactions de ce mouvement contre l'intrusion de l'extrême-droite.

L'Action française

Samedi 8 décembre 2018, vers 11 heures, une trentaine de gilets jaunes organisés en peloton remontèrent l'avenue Hoche (à Paris 16) au pas cadencé, proche de celui de l'oie. Ce petit groupe de militants de l'Action fran-

caise, mouvement d'extrême droite royaliste, nationaliste et maurrassien, n'a que faire du prix du diesel. Il arbore undrapeau bleu à fleurs de lys et hurle : « À bas la République ! » et « Français !, Européens ! ». Sur les pages FB de l'AF, ses militants posent en gilets jaunes et cagoulés, ils ne s'en cachent même pas...

Benedetti, Gabriac, Ryssen

Vieilles figures de l'extrême droite radicale, ils reprennent du service. Yvan Benedetti – après avoir été exclu du FN en juin 2011 pour des propos ouvertement antisémites, et après avoir été le dirigeant principal du groupuscule antisémite L'Œuvre française depuis 2012, jusqu'à son interdiction en juillet 2013 – dirige désormais le plus minuscule PNF (Parti nationaliste français). Alexandre Gabriac, également exclu du FN (en 2010, pour s'être affiché avec un salut fasciste sur Facebook au moment même des élections régionales auxquelles il était candidat), avait dirigé les Jeunesses nationalistes (JN), devenues organisation de jeunesse de L'Œuvre française et interdites avec elle. Il milite désormais pour Civitas, un groupement d'extrême droite catholique ultra-traditionaliste.

On retrouve ces cadres fascistes sur les ronds-points ou sur les lieux d'affrontement à Paris, médiatisant leur présence via les réseaux sociaux et Twitter. Yvan Benedetti a cependant été repoussé par d'autres manifestants, le 1^{er} décembre 2018 à Paris. La palme revient à Hervé Ryssen, ancien membre du Front National au début des années 1990, négationniste affiché. Hervé Lalin de son vrai nom, âgé de 51 ans et diplômé d'une maîtrise d'histoire, a rejoint ensuite le Groupe union défense (GUD) et Unité radicale (UR), prédecesseurs respectifs du « Bastion social » et de la mouvance identitaire dans les années 1990. L'homme qui se présente lui-même comme « raciste », « antisémite » et « antijuifs », figurera en gilet jaune à la couverture de *Paris Match*, le 6 décembre 2018... (La direction du magazine s'est depuis excusée pour ce regrettable choix d'une représentation du mouvement par l'image, qui semble être dû à une négligence.)

(...)

La présence de groupes fascistes violents

À Paris notamment, plusieurs dizaines de militants fascistes très organisés et très violents se sont illustrés dans les affrontements autour des Champs-Élysées lors des différentes manifestations des samedis. Si certains ont pu être éjectés par des groupes d'antifascistes, cela n'a malheureusement pas été souvent le cas au sein des GJ. Ainsi, de nombreux GJ, militants de gauche



organisés ou « simples citoyens », ont ainsi pu se retrouver « côte à côte » avec des fascistes face à la police.

VISA tient ici à affirmer haut et fort que « non, l'ennemi de mon ennemi n'est pas mon ami ! ».

Rien de bon ne surgira d'une alliance, objective ou non, consciente ou non, avec l'extrême droite !

L'idée de « régler son compte à Macron » – quitte à « s'allier » aux fascistes et ensuite s'occuper de ces derniers – est d'une dangerosité extrême, ce que l'histoire a montré à de trop nombreuses reprises.

(...)

Les conspirationnistes

Pour avoir sous-entendu, dans une vidéo publiée en direct sur Facebook, que l'attentat meurtrier du 11 décembre 2018 à Strasbourg n'était pas un « vrai attentat », Maxime Nicolle, l'un des Gilets jaunes les plus médiatiques de ces dernières semaines, a suscité une réprobation presque unanime. Il y a quelques jours, le même Maxime Nicolle annonçait l'éclatement imminent d'un scandale d'État soi-disant capable de provoquer rien de moins qu'une « troisième guerre mondiale ». Peu après, il faisait tribune commune avec Étienne Chouard, l'une des figures de la complotosphère francophone, qui, par le passé, a, par exemple, expliqué que les véritables terroristes étaient les gouvernements et qu'« on se fout de la gueule du monde avec les "terroristes" entre guillemets ».

(...)

La question de l'immigration et des réfugiés

Dans le cahier de revendications publié au nom des Gilets jaunes (dont la représentativité a fait débat dès sa publication, le 26 novembre 2018), le traitement de la question des immigré-e-s et des réfugié-e-s pose un véritable problème à nos yeux. Tout d'abord, on peut se demander pourquoi il fallait aborder cette question dans une plate-forme revendicative de 42 propositions, tournant essentiellement sur des questions économiques et de gouvernance.

Si le cahier de revendications insiste heureusement sur le digne accueil qu'il devrait être réservé aux demandeurs d'asile (point 19), il indique également que les demandeurs d'asile n'ayant pas obtenu le statut de réfugié devront être « reconduits », autrement dit expulsés vers leurs pays d'origine (point 20). On parle ici de la majorité des cas car la procédure pour obtenir le statut de réfugié est complexe et repose en grande partie sur le fait d'arriver, ou non, à prouver qu'on est en situation de danger dans son pays.

Ce point de vue n'est pas propre à l'extrême droite, car les partis de gouvernement tentent également d'organiser le départ des personnes déboutées du droit

d'asile, la dernière loi en matière d'asile et immigration (10/9/2018) insistant particulièrement sur ce point.

Mais les partis de gouvernement tentent précisément de répondre ainsi électoralement à la pression de l'extrême droite ; et le fait de présenter ce point – la reconduite des déboutés du droit d'asile – comme une revendication semble suggérer que les gouvernants ne feraient pas assez en la matière. Ces points de vue ne sont pas uniquement réservés à l'extrême droite, mais sont utilisés par celle-ci, dans le débat public, pour indiquer que ses thèses seraient de plus en plus « validées ».

Pire, un texte intitulé « Charte officielle des 25 revendications des Gilets Jaunes », apparu début décembre – dont l'origine n'est pas très claire, dont la représentativité semble très contestable, mais qui a reçu plusieurs centaines de milliers de clics sur Internet – comporte un point 24 ainsi rédigé : « Immigration : empêcher les flux migratoires impossibles à accueillir ni à intégrer, étant donné la profonde crise civilisationnelle que nous vivons. »

Ce point vient à la fin d'une liste de propositions dont la majorité semblent, elles, de nature socialement progressiste ou écologique, même si certains points n'émanent visiblement pas des courants progressistes (« Frexit », ou encore : « Éducation nationale : exclure toute idéologie de ce ministère. »).

Le dernier texte pourrait, lui, plus clairement émaner d'un courant de l'extrême droite ou proche d'elle, alors que la première liste – celle des 42 revendications – semble plutôt inspirée de courants clairement extérieurs à l'extrême droite. Mais la confusion qui règne dans une partie des têtes, le fait même que l'immigration soit devenue un sujet de revendication (et de critique publique) dans ces textes, rendent d'autant plus nécessaire et urgente une clarification très nette sur les questions de solidarité, et de non-division de la classe du salariat.

Ce thème du « problème » de l'immigration (accouplé par lui-même à celui de « l'identité ») a été aussi repris par Emmanuel Macron, dans sa prestation télévisée du 10 décembre dans laquelle il a prétendu répondre aux demandes portées par les Gilets jaunes. En effet, il a osé y glisser cette phrase : « Je veux aussi que nous mettions d'accord la nation avec elle-même sur ce qu'est son identité profonde. Que nous abordions la question de l'immigration. Il nous faut l'affronter. »

C'est ici une tentative de déplacer le problème et de faire des immigrés les boucs émissaires d'une situation économique et sociale, par laquelle Emmanuel Macron tente d'attraper les courants les plus droitiers au sein d'un mouvement marqué par son hétérogénéité ; mais qui, finalement, ne profitera qu'au RN qui prétendra encore une fois que ses thèses auront été « validées » !

VISA

Venezuela : ni Maduro, ni Guaidó !

Pour les travailleurs et travailleuses du Venezuela, pour le peuple vénézuélien, ni Maduro, ni Guaidó ne représentent « la voie de la démocratie et du progrès social », contrairement à ce que leurs partisans, y compris des gouvernements auxquels nous nous affrontons, affirment.

L'intervention impérialiste américaine (soutenue par le Groupe de Lima et l'Union européenne), qui est derrière l'auto-proclamation de Guaidó, est aussi inacceptable au Venezuela que toute autre intervention impérialiste dans n'importe quelle région du monde.

Le régime de Maduro nie les libertés les plus élémentaires ; il réprime et tue celles et ceux qui résistent et, plus largement, la population la plus pauvre. Le clan au pouvoir a détourné à son profit les richesses du pays.

Pour le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, la tâche des syndicalistes internationalistes n'est ni de choisir entre deux oppressions, ni d'en légitimer ou d'en excuser une des deux.

Nous soutenons celles et ceux qui tentent de construire une alternative dans ce contexte dramatique, celles et ceux qui se battent pour répondre à l'urgence sociale à laquelle fait face le peuple vénézuélien (alimentation, logement, salaires, droit du travail, services publics, droits démocratiques, etc.).

Le peuple ne veut plus de Maduro et personne n'a choisi Guaidó !

Le mouvement syndical indépendant doit réaffirmer des positions de classe :

Ni capitalisme, ni bureaucratie !
Ni oppression, ni impérialisme !

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttes¹, 28 janvier 2019

(tract téléchargeable à https://www.laboursolidarity.org/IMG/pdf/2019_-_1_-_26_-_venezuela_ni_maduro_ni_guaido_-_cas_fr.pdf)

1. Ce Réseau réunit notamment les I.W.W., la CSP-Conlutas brésilienne, la CGT espagnole, Batay Ouvriye (Haïti), l'Independent Workers Union of Great Britain, et en France : Solidaires, la CNT-SO, la CNT-F, Emancipation, les CSR, Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran.



Brèves

La manif anti-IVG

Dimanche 20 janvier 2019, une manifestation anti-avortement a rassemblé plusieurs milliers de personnes, souvent jeunes, à Paris. On y a notamment vu un « gilet jaune », qui a eu son « heure de gloire » sur les réseaux dits sociaux après avoir déclaré que Macron était sa « pute », aux côtés de Vivien Hoch, un représentant des catholiques de la droite dure, grand fan de Donald Trump. On y a aussi remarqué qu'une banderole « Élus, vous rendrez des comptes » y était brandie après avoir servi la veille dans une manifestation de « gilets jaunes » – le même slogan avait été vu en 2013 dans les cortèges de la « manif pour tous ». Un sénateur argentin, Mario Fiad, y a aussi pris la parole pour soutenir la marche car le Sénat argentin a voté en août 2018 contre l'avortement. Selon les organisateurs de cette manifestation, dite par antiphrase « Marche pour la vie », celle-ci n'est « pas confessionnelle ». La nonciature apostolique (ambassade du Saint-Siège) à Paris lui a pourtant transmis un message d'encouragement sans équivoque du pape François.

L.S.

Sources :

- *Le Huffington Post* du 20 janvier 2019 par www.siawi.org/article18615.html
- https://www.liberation.fr/checknews/2019/01/22/une-meme-banderole-a-t-elle-ete-vue-lors-de-l-acte-x-des-gilets-jaunes-et-pour-la-marche-anti-avorte_1704576
- <http://www.leparisien.fr/societe/le-pape-soutient-officiellement-la-marche-pour-la-vie-anti-ivg-dimanche-a-paris-19-01-2017-6591228.php>



Non aux flashballs et lanceurs de balle de défense (LBD)

Saisi d'une demande d'interdiction des Flash-Ball pendant les manifestations, le Conseil d'État a refusé de faire droit aux demandes de la C.G.T. de l'Union Départementale CGT de Paris, de la Ligue des Droits de l'Homme, de Solidaires, du Syndicat des Avocats de France et du Syndicat de la Magistrature. Dans *Le Monde* du 31 janvier témoigne Pierre Douillard, éborgné à Nantes en 2007 à l'âge de 17 ans.

S.J.

Sources :

- <https://www.ldh-france.org/mettons-fin-aux-blessures-graves-pendant-les-manifestations-action-en-justice-pour-interdire-lusage-des-flash-ball/>
- <https://www.cgt.fr/comm-de-presse/le-conseil-detat-refuse-de-suspendre-lutilisation-des-lanceurs-de-balle-de-defense>
- https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/01/31/flash-ball-eborgne-en-2007-pierre-douillard-deploire-la-banalisation-de-cette-arme_5417288_3224.html

La R.P. est sur twitter:

<https://twitter.com/LaRevoProl?lang=fr>
(compte animé par un camarade)

Le centenaire de la mort de Rosa Luxemburg

Le 15 janvier dernier a marqué le centenaire de l'assassinat de Rosa Luxemburg, en 1919 à Berlin. Sa pensée a encore beaucoup à nous apporter.

Constatons d'abord que ce centenaire est passé quasiment inaperçu : aucun parti politique, aucune revue, aucune organisation importante n'a organisé de réunion publique, ou d'autre événement un tant soit peu significatif. Même la chaîne de télévision franco-allemande Arte n'a diffusé qu'un petit documentaire médiocre, et encore, après minuit ! Dans l'ensemble, seuls quelques articles bâclés, répétant divers mythes et erreurs factuelles, ont paru dans la presse d'extrême gauche.

Pourtant, les idées politiques de la militante marxiste germano-polonaise restent d'une grande actualité. Hélas, si son nom est connu, ses textes le sont beaucoup moins.

Concernant les livres de Luxemburg actuellement disponibles en français, le pire côtoie le meilleur. On trouve d'un côté des « éditeurs » peu scrupuleux qui publient à la va-vite des versions tronquées de textes, comme les éditions de l'Herne et les éditions de l'Aube. Heureusement, un vaste projet d'*Œuvres complètes de Rosa Luxemburg* est actuellement en cours, à l'initiative du collectif Smolny et des éditions Agone. Quatre tomes de textes sont déjà parus, et un volume de correspondances est prévu pour la fin de l'année 2019. Par ailleurs, l'éditeur historique de Rosa Luxemburg en français, les éditions Spartacus, ont publié en 2016 un recueil de ses textes essentiels sous le titre *Le But final*.

Du côté des biographies, même constat contrasté : on se contentera de citer les deux meilleures, celle de Paul Frölich et celle de John Peter Netti.

Les lecteurs de Rosa Luxemburg peuvent constater la variété de ses préoccupations. En véritable internationaliste, elle s'intéresse aux luttes sociales partout dans le monde, aux débats en cours dans les différentes organisations. Ainsi, à propos de l'entrée en 1899 d'un socialiste au sein du gouvernement français, elle écrit que « l'entrée des socialistes dans un gouvernement bourgeois » n'est pas « une conquête partielle de l'État bourgeois par les socialistes, mais une conquête partielle du parti socialiste par l'État

*bourgeois*¹. »

Elle développe dans plusieurs textes l'objectif d'une démocratie révolutionnaire, afin de construire collectivement un monde plus solidaire. Elle s'oppose aux dérives autoritaires venues de plusieurs courants. Fondamentalement, elle considère que le socialisme pourra remplacer le capitalisme quand se sera suffisamment développée une conscience de classe, au cours des luttes des travailleurs contre le patronat et contre l'État.

La cohérence de la pensée révolutionnaire de Rosa Luxemburg n'est récupérable par aucune bureaucratie, par aucun État. Elle est tout entière tournée vers l'auto-émancipation mondiale des exploités.

Julien CHUZEVILLE



1. Rosa Luxemburg, *Le Socialisme en France (1898-1912)*, *Œuvres complètes tome III*, Smolny et Agone, 2013, p. 90.

Réflexions sur le syndicalisme

Les événements qui secouent la France depuis maintenant plus de trois mois, à travers le mouvement dit des Gilets jaunes, ont pour effet de relancer le débat sur l'utilité du syndicalisme, chez certains, et pour d'autres, de les interroger sur le peu de représentativité des organisations syndicales dans le monde du travail.

Nous faisons certainement partie du second groupe, ayant pour la plupart d'entre nous œuvré dans les syndicats de base.

Concernant la représentativité des organisations syndicales, même si nous souhaiterions que davantage de salariés rejoignent les organisations qualifiées de contestataires par les représentants du patronat et ceux des pouvoirs publics, il serait bon de rappeler à ces derniers la loi d'août 2008. Cette loi, votée dans le seul but d'affaiblir le syndicalisme, fixe les règles de représentativité, et permet d'établir sans discussion qu'après élection des organisations syndicales sont représentatives ! Les règles sont les suivantes : avoir emporté 10 % des voix aux élections professionnelles et 8 % dans l'ensemble des entreprises relevant d'une seule et même convention collective nationale. Second point, il est bien de rappeler à ces représentants des pouvoirs publics que les organisations syndicales comptent plus d'adhérents que les partis politiques qui prétendent diriger le pays de façon démocratique, en tenant cette légitimité des urnes sans parfois atteindre le quorum des électeurs inscrits. Exigence imposée aux candidats des organisations syndicales dans les entreprises.

Le syndicalisme a donc bien toute légitimité pour défendre l'intérêt des salariés dans les entreprises. Cela dit, moins de 10 % d'adhérents chez les salariés des secteurs public et privé, ce n'est pas assez, sachant que c'est dans ces 10 % que se trouvent les militants, éléments moteurs du syndicat dans l'entreprise.

Nous devons donc réfléchir aux moyens d'attirer nos sympathisants, ceux qui votent pour nos organisations. En cela la Charte d'Amiens, fondement de notre syndicalisme, nous éclaire et nous rappelle nos fondamentaux. Elle permet aussi d'alimenter le débat de la convergence des luttes, débat plus que jamais d'actualité.

Ainsi il est écrit que le syndicalisme a « une double besogne, quotidienne et d'avenir ». Nous devons donc réfléchir à cette besogne quotidienne.

La plupart des salariés ne viennent pas naturellement adhérer à un syndicat et cela pour de multiples raisons : le patronat a individualisé les relations avec les salariés à l'excès ; le modèle « à travail égal, salaire égal » n'existe plus depuis des décennies, notamment dans le secteur privé ; la culture de la réussite personnelle (véritable miroir aux alouettes) est de mise. La multiplication des contrats précaires (intérim et CDD) complique encore les choses.

Néanmoins, l'ensemble des salariés sont sensibles à deux points : les salaires et les conditions de travail au sens large du terme. Et ces deux points sont l'affaire des organisations syndicales dans la plupart des entreprises.

Nos journées de militant ne sont pas extensibles et ne représentent qu'une partie de notre tâche. Mais cette partie est fondamentale ; si nos organisations n'arrivent pas à inciter les sympathisants à adhérer, les élections professionnelles n'y suffiront pas et le nombre de nos militants se tarira.

Venons-en à la seconde partie de notre besogne, celle qui concerne l'avenir, l'émancipation des travailleurs. La crise actuelle montre ce qu'a produit l'asservissement des travailleurs au grand capital financiarisé à l'excès.

Nous sommes loin, très loin de l'émancipation des salariés. Nous constatons, mais cela n'est pas nouveau, la complexité de cette crise, dont on se demande si elle implique des citoyens politisés ou non. Nous constatons aussi l'action de certains partis ou mouvements politiques et l'attitude pour le moins surprenante des organisations syndicales, bizarrement absentes depuis trois mois.

Cette attitude nous ramène à la Charte d'Amiens, Charte qui scelle l'indépendance syndicale par rapport aux partis politiques.

Cette indépendance ne doit pas nous faire oublier un point important : notre seconde action, l'émancipation des travailleurs, passe déjà par le maintien des acquis sociaux, dont le socle est notre sécurité, et ses différentes branches (maladie/maternité, accidents du travail/maladies professionnelles, famille et retraite).

Que constate-t-on ? Désindexation des allocations familiales et des retraites de base, baisse des cotisations sociales. Notre sécurité sociale est en train de nous échapper, on nous la pervertit, on nous la vole.

Il est alors de notre devoir, nous qui appartenons aux organisations syndicales se réclamant de la Charte d'Amiens, de participer à l'éducation citoyenne de nos sympathisants, de nos adhérents. Ils comprendront ainsi qu'ils sont d'abord concernés en tant que travailleurs.

Une telle urgence sociale ne pose plus le problème de l'indépendance syndicale, sauf pour celles et ceux qui ont, volontairement ou non, oublié le contenu de la Charte d'Amiens ! Bien évidemment les cortèges politiques et syndicaux ne se mélangeront pas car leur finalité n'est pas la même, diriger le pays pour certains, défendre les intérêts des travailleurs pour les autres.

Oui, une mobilisation interprofessionnelle est indispensable ; non, le syndicalisme n'est pas que corporatiste au quotidien, il se doit d'œuvrer pour l'émancipation des travailleurs par la grève et les manifestations interprofessionnelles ; oui, elle est bien là cette deu-

xième besogne et il est urgent de s'y atteler.

Et pourtant que constatons nous ? La CFDT est devenue, depuis la dernière mesure d'audience dans les trois versants de la fonction publique, à la fin de 2018, la première organisation syndicale public/privé. Il y a plusieurs raisons à cette progression. Elle jouit de la préférence du patronat, voire de son aide, pour s'implanter dans les entreprises, grandement favorisée par son sens aigu du compromis, voire de la compromission.

La CGT est encore très marquée par l'époque où elle était la courroie de transmission du PCF, mais aussi par son abandon de la première besogne, à savoir l'amélioration du quotidien de la condition des salariés dans les entreprises, où elle ne signe que très peu d'accords, ce qui est souvent mal compris par beaucoup d'entre eux. Ce dernier point est à moduler selon les secteurs d'activité ; il est souvent évident dans l'agroalimentaire ou les services, beaucoup moins dans l'industrie, secteur qui voit s'éroder le nombre d'entreprises et de salariés.

Quant à FO, cette organisation est fortement divisée, mais ses deux tendances principales, pesant environ 90 % des mandats UD/FD, ont besoin d'une confédération représentative, ce qui leur impose de cohabiter, chacune de ces tendances faisant jouer le rôle de funambule au secrétaire général.

L'attachement sans cesse répété à la Charte d'Amiens est vital pour elle. Son indépendance syndicale vis-à-vis du monde politique et l'éclectisme dont elle fait preuve lui permettent de remplir sans problème la première besogne en se recentrant sur le sort du salarié au quotidien sans référence aux idées politiques.

En ce qui concerne la seconde besogne, l'échec des mobilisations depuis 15 ans a pour conséquence la résignation de nombre de salariés.

Mais, nous le voyons bien, la finance, cette nouvelle forme du capitalisme, gouverne la France ; c'est d'ailleurs la réponse faite au mouvement dit des Gilets jaunes (moins d'impôts, moins de services publics). Que dit la Charte d'Amiens ? L'émancipation intégrale du salariat ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste. C'est sous cet aspect et uniquement par lui que peut avoir lieu une convergence des luttes, qui respecte les positions de chacun dans les cortèges.

La remontée du syndicalisme passe impérativement par l'exercice de la première besogne à l'endroit de tous les salariés ; l'exercice de la seconde besogne se fera ensuite face au patronat et aux pouvoirs publics et par une éducation de nos adhérents.

Michel KERLING
(syndicaliste FO retraité)

Morceaux choisis

Considérez la Plaine¹... Cas exemplaire d'un lieu public, appartenant au peuple, qu'un État vendu veut saccager pour le profit de quelques-uns. La Plaine : un microcosme ; ce qui lui arrive, arrive à la planète. L'urbanisme est un langage : l'autorité veut des signes de sa domination partout, ériger des totems de sa puissance, écrire ses ordres sur le visage des villes, construire l'architecture disciplinaire d'un monde punitif... Prochaine cible : la Plaine... Une belle place, guère loin du ciel, un balcon sur la ville et ses clochers, on y voit les montagnes, on y devine la mer, on y sent la daube de Camargue... Les idées y viennent plus facilement qu'ailleurs, pour moi c'est un peu le bureau de l'invisible. Rien d'extraordinaire pourtant (le paradis qu'on languit tant n'aura rien d'extraordinaire, que du déjà vu) : une petite butte avec des magnolias, idéale pour les sardinades, des bancs, des jeux pour les minots, des arbres, une fontaine Wallace, un terrain de pétanque... Planent les fantômes de Guignol dans sa baraque et des ânes qui jadis promenaient les enfants. (Du rez-de-chaussée de mon arrière-grand-mère, rue du Loisir, je les voyais défiler le soir, pressés de rentrer à l'écurie.) Se retrouvent à la Plaine buveurs de bière et jeunes mamans, mémés pipelettes et promeneurs de chien, tout un petit peuple assis au bord du monde, regardant sans illusion mais avec curiosité défilé les choses du siècle. (Moi je me régale de ces érudits excentriques qui ont une théorie sur le triangle des Bermudes ou le trésor des Templiers, j'adore ces savants du dimanche qui ont inventé une méthode pour redresser les bananes ou ramollir les enclumes et cherchent sans relâche des oreilles complaisantes...) Un marché, trois matins par semaine, où l'on trouve un peu de tout pour pas cher, avec des forains de la vieille école, virtuoses du balai-brosse, champions du sèche-cheveux, et dont l'autorité sur le tournebroche, le moule à tourte ou la râpe à pommes de terre fascine et envoûte les ménagères depuis la nuit des temps.

Game over. La messe est dite. Bienvenue dans l'avenir ! Tilleuls remplacés par des caméras de surveillance, place tronçonnée, bétonnée... Le lieu n'est pas suffisamment policé, ni assez bien fréquenté, il faut le « réhabiliter », c'est-à-dire le transformer en carte postale, le rendre plus commode pour les touristes, plus rentable, plus semblable au reste du monde, avec des terrasses hygiéniques, des boutiques de produits traditionnels fabriqués en Chine, des bornes clignotantes, des bidules électroniques pour compter les têtes et repérer les sales gueules... Comme ça on aura des chiens plus frisés, des filles plus à la mode, des Visages pâles plus polis et plus souriants – polichinelles complices de leur déshumanisation, faisant tourner avec entrain la moulinette où eux-mêmes passeront...

Est-ce cela le progrès, détruire la mémoire du quartier, casser le passé, empêcher ce qui pourrait donner lieu à du spontané, du non supervisé, déshumaniser par la laideur (car la laideur dégrade l'homme), remplacer le vivant par le rationnel, transformer un lieu d'échanges et de rencontres en une réserve d'âmes captives tenues à l'œil ? Est-ce cela le progrès, transformer la réalité en une chambre d'hôtel archi-fonctionnelle, aseptisée et climatisée, baignant dans une normalité frigide, où tout est si bien conçu, mesuré, calculé, qu'au bout de cinq minutes, s'il n'y a rien à la télé, on a envie de se défenster – sauf que, par mesure de sécurité, la fenêtre ne s'ouvre pas...

Henri-Frédéric Blanc, « Épitre aux Marseillais », *La Revue des Archers*, n° 33, décembre 2018, Éditions Titanic-Toursky.

1. Au confluent de trois arrondissements du centre-ville de Marseille, la place Jean-Jaurès, la plus grande de la ville, communément appelée la Plaine (de l'occitan *plan*, le plateau), fait l'objet depuis octobre 2018 d'un pharaonique et très couteux chantier de « réhabilitation » particulièrement contesté. Pour contrer les oppositions, la municipalité et son « aménageur » ont décidé l'érection d'un mur de béton de 2,5 mètres de haut d'un coût de 400 000 euros autour de la place. Nous évoquons ici ces faits par la voix de l'écrivain Henri-Frédéric Blanc ; nous y reviendrons dans le prochain numéro. [NDLR]

Deux victoires dans l'hôtellerie

Victoire des grévistes du Park Hyatt Vendôme

À l'issue d'une lutte de 87 jours, les grévistes du PARK HYATT VENDOME remportent une victoire éclatante qui leur permet:

1. De garantir aux salarié-e-s de la sous-traitance un statut collectif largement supérieur aux minima conventionnels de l'hôtellerie et de la propreté, transférable en cas de changement de prestataire.

2. D'obtenir des représentants du personnel pour les salarié-e-s de la sous-traitance. Cela constitue un véritable pied de nez aux ordonnances Macron qui ont exclu ces salarié-e-s de leur droit à être représenté-e-s dans les entreprises utilisatrices. C'est aussi un exemple à suivre pour l'ensemble des salarié-e-s de la sous-traitance en France et un pas vers la reconstitution de la communauté de travail dans les entreprises.

3. Un alignement des salaires de l'hôtel sur les salaires les plus élevés du Groupe. C'est un pas important pour mettre fin à des différences de traitement injustifiées dans les grands hôtels parisiens.

Cette lutte longue consacre la victoire de la dignité face au mépris des employeurs, soutenus tout le long du conflit par une répression policière constante. La CGT-HPE et l'US CGT Commerce de Paris, saluent cette victoire et adressent leurs remerciements à toutes celles et tous ceux qui nous ont soutenu-e-s durant ces trois mois de lutte.

Paris le 21 décembre 2018

Sous-traitance hôtelière, la lutte a encore payé !

Les femmes de chambre sous-traitées par Telsia sur les sites Kyriad et Golden Tulip Marseille Provence Aéroport (Vitrolles) viennent d'obtenir un nouvel accord gagnant après sept jours de grève, avec le soutien de leur syndicat CNT-SO.

L'accord acte pour tous-tes les salarié-e-s du site : la prise en charge à 75% des frais de transport, avancée importante qui va au-delà des obligations légales actuelles de tout employeur ainsi qu'une prime cadeau pour Noël et la prise en charge de la moitié des jours de grève.

Mais avec cette grève, il s'agissait surtout d'assurer le « service après-vente » des acquis déjà obtenus par la grève en 2017 avec l'ancien prestataire Azur Propreté et que Telsia, nouveau titulaire du chantier, n'appliquait qu'aux anciennes salariées reprises en 2018.

C'est désormais chose faite, l'accord sécurise les acquis de 2017 pour le site, tous-tes les salarié-e-s, y compris nouvellement embauché-e-s, toucheront la prime de panier, la prime de fin d'année mise en place à partir de 2018 et la hausse de qualification dans la grille des salaires (AQS1).

Si nous n'hésitons pas à saisir les Prud'hommes dès que nécessaire, ce conflit gagnant montre encore une fois que le rapport de force collectif est souvent le meilleur des chemins plutôt que de longues procédures judiciaires dans un contexte légal de plus en plus défavorable aux travailleurs-euses (voir la « jurisprudence ELIOR » qui frappe le secteur). En un mois, les équipes syndicales de la CNT-SO 13, ont animé des grèves sur 5 sites hôteliers du département gagnant à chaque fois de nouveaux acquis pour les travailleurs-euses ! Alors que le pays est secoué par la colère sociale contre la vie chère et les inégalités, c'est bien dans les entreprises qu'il faut poursuivre la lutte ! Développons partout nos outils syndicaux combatifs et auto-organisés !

L'exploitation et le mépris, ça suffit ! Rejoignez vos syndicats de combat !

CNT Solidarité Ouvrière 13, 19 décembre 2018

Brèves

Rassemblement à Ménilmontant contre l'antisémitisme et son «instrumentalisation»

Mardi 19 février l'UJFP¹ associé au PIR² et à L'action antifasciste Paris Banlieue organisait un rassemblement contre « l'instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme ». En fait, peu au fait de cette question, les organisations consacrèrent le rassemblement au conflit israélo-palestinien jusqu'à ce que deux paroles juives dissonantes prennent le micro pour rappeler que « l'extrême gauche n'avait rien à faire des juifs ni de l'antisémitisme depuis des années ». Il n'en fallut pas plus pour mettre fin au rassemblement, susciter quelques invectives antisémites et le silence des organisations concernées.

Depuis, entre le silence des dites orgas et le bruit suscité, la fin de partie semble avoir sonné pour la « gauche antiraciste ».

P.B.

80^{ème} anniversaire de la Retirada

Il y a 80 ans l'Espagne tombait sous le joug franquiste. Signalons :

- un magnifique album photos édité à l'époque dans les Pyrénées-Orientales, mis en ligne à l'adresse <http://crai.ub.edu/sites/default/files/ext/evirtuals/souvenir/Default.html> (l'extension Flash est nécessaire dans le navigateur pour le visualiser);

- un hommage des camarades de la CNT devant le monument de la Fédération espagnole des déportés et internés politiques au Père Lachaise le 9 février dernier.

S.J.



1. Union juive française pour la paix.

2. Parti des Indigènes de la République.

Les Amis de la Révolution prolétarienne ont tenu leur Assemblée générale le samedi 23 février 2019 à la Bourse du Travail, rue du Château d'eau, à Paris.

Trésorerie : Le bilan financier montre une perte de 893 euros pour 2018, principalement due à un trop grand nombre d'abonnés en retard, voire en absence prolongée de règlement. Une première lettre de rappel a été envoyée (la première depuis au moins deux ans). Nous procéderons à des radiations du fichier cette année. Les dépôts en librairie donnent des résultats assez maigres et demandent du temps à ceux qui les gèrent, il est toutefois trop tôt pour en faire un bilan (ce sera fait l'an prochain). Les invendus peuvent être soit remontés à Paris lors des AG, soit distribués localement (mais pas au hasard). Il est difficile d'évaluer l'impact des envois gratuits de deux numéros, quelques adresses syndicales et de presse militante vont rester dans le fichier pour favoriser d'éventuelles synergies. Les frais bancaires (de compte, de relevés) sont importants mais l'AG exclut pour l'instant de changer de banque.

Maquette : La maquette est jugée encore trop austère, elle doit continuer d'évoluer. Nous demanderons aux auteurs un chapeau, une illustration (si possible) et des intertitres (tout cela en plus des contraintes de tailles décidées l'année dernière, et de la date limite au 15 du mois précédant la publication). Les grisés, encadrés et photos doivent se développer pour tendre vers une lisibilité un petit peu plus « magazine ». Un répertoire de dessins libres de droits ou pour lesquels nous avons une autorisation de reprise sera centralisé. Une des propositions d'un projet de refonte du titre a fait consensus, le graphiste (bénévole) qui y travaille va être invité à finaliser. L'équipe pourra le valider définitivement avant la prochaine AG : l'aspect du titre pourrait donc changer courant 2019. L'A.G. souhaite que la revue, dans la mesure du possible, ne dépasse pas les 36 pages.

Rédaction : Le directeur souhaite qu'on recherche des récits et témoignages de luttes. Ce n'est pas toujours facile, des interviews peuvent compenser cette difficulté.

Blog : Le sommaire sera enrichi et on publiera en ligne un article de chaque trimestre et des reprises d'articles choisis publiés ailleurs (comme on l'a fait pour le dossier VISA). Les clés du blog vont être partagées.

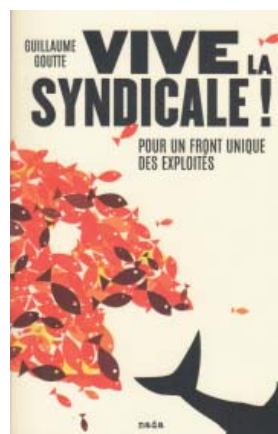
Équipe : Nedjib Sidi Moussa et Catherine Bajoue intègrent l'équipe revue (adopté à l'unanimité).

L'AG, d'une ambiance très constructive, a duré jusqu'au moment de devoir rendre la salle. Un pot de l'amitié a suivi.

S.J.

L'organisation interprofessionnelle des travailleurs est le deuxième pilier du syndicalisme de classe¹. C'est, surtout, une dimension fondamentale du syndicalisme confédéré, indispensable à l'élaboration de tout projet révolutionnaire, et ce, pour au moins deux raisons. En regroupant les travailleurs non pas autour de leur profession ou de leur entreprise mais à partir de l'endroit, du territoire où ils vivent et travaillent, les structures interprofessionnelles – les unions de syndicats par ville (ou arrondissement) et par département – brisent, de fait, l'isolement corporatif et mettent au cœur de leur fonctionnement la conscience de classe, c'est-à-dire la conscience qu'ont les travailleurs de l'intérêt fondamental qu'ils ont tous en la disparition du capitalisme. Une conscience de classe qui s'impose comme un préalable à toute révolution sociale, parce qu'elle porte en elle l'antagonisme central du projet de société capitaliste, le seul susceptible de le faire vaciller.

Construites à partir et autour des Bourses du travail – l'une des plus belles créations du mouvement ouvrier français (qui s'est fondue dans la CGT en 1902, année du début de son élan révolutionnaire) – les unions locales et départementales de syndicats devraient aujourd'hui se (re)penser comme des contre-sociétés ouvrières. Des espaces où puissent s'épanouir des relations sociales nouvelles, en rupture avec le capitalisme, soudées autour des valeurs essentielles que sont la solidarité, la culture et la formation. Des endroits importants qui permettent de sortir le syndicalisme des lieux de travail et des réunions paritaires pour qu'il se déploie dans les lieux de vie et embrasse l'ensemble du quotidien. Des refuges, aussi, où trouver du soutien et des oreilles attentives. Un réseau autonome, enfin, avec ses coopératives, ses associations sportives, ses bibliothèques, ses cours du soir, ses crèches, par et pour les travailleurs.



Guillaume Goutte, *Vive la syndicale !* (Pour un front unique des exploités), nada, 2018.

1. Pour l'auteur, le premier pilier de ce syndicalisme de classe est un syndicalisme d'industrie, seul à même selon lui de dépasser « le cadre restreint et mortifère des entreprises ».

[Voir aussi notre note de lecture dans *La R.P.* N°803]

◇◇◇

Murray Bookchin : Présentation

Petit à petit, l'écho de l'œuvre de Murray Bookchin (1921-2006) qui, à sa mort, était seulement connu de quelques marginaux de l'écologie et de l'anarchisme, revient dans l'actualité. La biographie très documentée que Janet Biehl lui a consacrée va sans doute y contribuer¹. Didier Harpages la chronique ici même dans un long article qui présente les principales étapes de la vie et de l'œuvre de Bookchin. Il faut espérer qu'il incite à lire cet ouvrage et, ainsi, à revenir aux écrits de Bookchin lui-même. En effet, tous ceux qui considèrent que les liens entre l'écologie et la question sociale sont essentiels pour trouver une issue progressiste à la crise généralisée en cours auraient le plus grand intérêt à le lire ou à le relire. Il ne s'agira pas, bien sûr, de faire de Bookchin le dernier auteur à la mode que quelques pédants, après l'avoir ignoré, vont porter aux nues avant de l'oublier tout aussi vite. Au contraire de ces cuistries académiques et/ou mondaines, il faut avant tout insister sur le caractère essentiel des problèmes que Bookchin a posés tout en interrogeant ses éventuelles contradictions, erreurs ou limites et revenir aux questions fondamentales qu'il a été l'un des premiers à comprendre : en particulier, le lien entre crise écologique et question sociale ; puis examiner et débattre des solutions qu'il a proposées pour en sortir.

Pour ce faire, nous lui consacrons aussi une bibliographie qui permettra aux lectrices et aux lecteurs de faire le point sur ses écrits déjà traduits en français, tout en sachant que d'autres, également importants, restent encore à l'être pour le public francophone. Cette bibliographie, terminée début février, indique

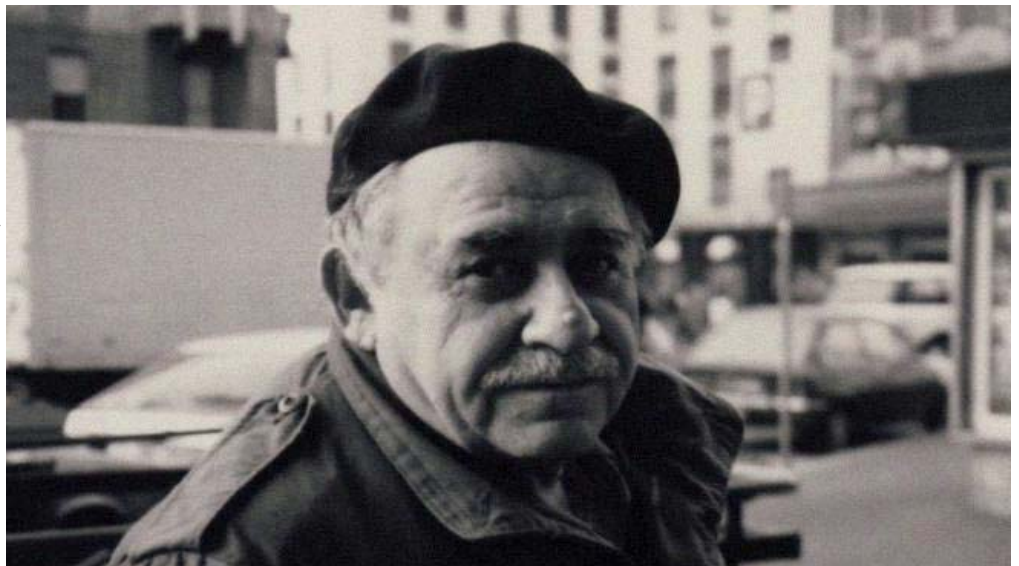
deux livres non parus à ce jour, mais qui doivent sortir dans les semaines, ou les mois, qui viennent : *Pouvoir de détruire, pouvoir de créer* (L'échappée) et *Changer la vie ou changer le monde* (Agone). Ces deux ouvrages devraient susciter d'utiles débats, voire des polémiques. Ainsi quand dans le second ouvrage il s'en prend à « l'anarchisme du mode de vie » : « Je ne peux que suivre Emma Goldman, écrit Bookchin, quand elle déclare ne pas vouloir d'une révolution où elle ne pourrait pas danser. Mais à tout le moins, elle voulait une révolution – une révolution sociale – sans laquelle de telles fins esthétiques et psychologiques ne bénéficieraient qu'à quelques-uns. Or, sauf à me tromper complètement, les objectifs révolutionnaires et sociaux de l'anarchisme aujourd'hui souffrent d'une telle dégradation que le mot "anarchie" fera bientôt partie intégrante du vocabulaire chic bourgeois du siècle à venir : une chose quelque peu polissonne, rebelle, insouciance, mais délicieusement inoffensive. » Nous reviendrons, bien entendu, sur ces deux titres en temps utiles.

En attendant, nous complétons l'article de Didier Harpages et la bibliographie par deux morceaux choisis : l'un tiré du livre que Vincent Gerber et Floréal Romero lui ont consacré sous l'angle de la décroissance ; l'autre d'une étude fouillée de Pierre Bance sur le projet municipaliste libertaire de Bookchin au miroir kurde². On est loin d'en avoir fini avec Murray Bookchin : sa lutte véhémement contre les ennemis de la raison et de l'humanité trace la voie à suivre...

Louis SARLIN

1. Janet Biehl, *Écologie ou catastrophe - La vie de Murray Bookchin*, préface de Pinar Selek, L'Amourier éditions, 2018, 624 p.

2. Vincent Gerber & Floréal Romero, *Murray Bookchin pour une écologie sociale et radicale*, le passager clandestin, 2014 ; Pierre Bance, *Un autre futur pour le Kurdistan ? (Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique)*, Editions Noir & Rouge, 2017.



À propos de la vie de Murray Bookchin¹

Humaniste, penseur radical, anarchiste, communaliste, fondateur de l'écologie sociale et des moyens de sa mise en œuvre à travers le municipalisme libertaire, Murray Bookchin accompagna les mouvements de la Nouvelle gauche et de l'écologie aux États-Unis. Janet Biehl, qui fut sa compagne et sa plus proche collaboratrice durant les vingt dernières années de sa vie, propose une biographie détaillée qui devrait permettre de découvrir l'œuvre foisonnante de Bookchin, encore trop peu connu en France.

Juive, imprégnée d'idées marxistes, Zeitel Carlat, veuve de Moishe Kalusky, dut, après l'écrasement de la révolution de 1905, fuir la répression. Elle embarqua à bord du *Rotterdam* en compagnie de ses deux enfants, Rose et Dan, et découvrit New York, où elle vécut dès octobre 1913. Zeitel, grand-mère de Murray Bookchin, né le 14 janvier 1921 de l'union de Rose à Nathan Bookchin, remarqua très vite l'esprit vif de son petit-fils. Elle lui insuffla sa passion politique et lui transmit la tradition révolutionnaire russe. Zeitel fut une figure marquante de la jeunesse de Murray Bookchin (1921-2006) et, quand elle mourut d'une crise cardiaque, alors qu'il avait neuf ans ce fut pour lui un véritable traumatisme. D'autant plus douloureux que la crise économique de 1929, précarisa ses conditions de vie aux côtés d'une mère fantasque, peu aimante, seule, le père les ayant quittés très tôt.

Du marxisme-léninisme au trotskisme

À peine âgé de dix ans, Murray entra en contact avec le communisme américain. Ce mouvement devint en quelque sorte sa famille de substitution. Pratiquant volontiers l'école buissonnière, le jeune Bookchin, pénétré des valeurs transmises par sa grand-mère, manifestait le désir d'apprendre les principes essentiels de l'idéologie marxiste. Il fréquenta assidument la Workers School, l'école du parti communiste américain, qui lui prodigua son initiation au marxisme-léninisme. Il adhéra à la Young Communist League (Ligue des jeunes communistes) et eut ainsi la conviction que la société socialiste était bien plus démocratique que la république bourgeoise. Les lois de l'Histoire, pensait-il, étaient du côté des communistes.

En 1937, Murray Bookchin découvrit, dans la presse, la guerre civile espagnole et le rôle prépondérant joué par les travailleurs anarchistes de la Confederación Nacional del Trabajo (Confédération nationale du travail ; CNT). Plus Murray Bookchin se passionnait pour les

anarchistes espagnols, plus sa haine des staliniens grandissait. Totalitaire, le PC américain ne supportait pas la moindre dissidence. Lorsqu'il comprit que Staline transformait le rêve socialiste en boucherie, Bookchin devint trotskiste. Il n'ignorait pourtant pas que la mutinerie des marins de Kronstadt avait été sévèrement réprimée, en 1921, par l'Armée Rouge dirigée par Trotski.

Fin 1939, Murray Bookchin arrêta les études pour devenir couleur-fondeur dans une entreprise sidérurgique aux conditions de travail éprouvantes. Il devint délégué syndical de la United Electrical Workers et s'engagea conjointement au sein du Socialist Workers Party (SWP), trotskiste.

À la suite de l'entrée en guerre des États-Unis, le gouvernement Roosevelt exigea des travailleurs américains qu'ils ne fassent pas usage de leur droit de grève (le *No-Strike Pledge*). Si les dirigeants staliniens des syndicats obéirent à cette injonction, Murray Bookchin s'efforça de résister, vainement, en tentant de convaincre ses collègues de la fonderie d'organiser une grève contre la guerre impérialiste. Dépit, il quitta les hauts fourneaux et obtint un emploi moins pénible à la General Motors (GM), contre laquelle le puissant syndicat United Auto Workers (UAW), détaché de l'emprise stalinienne, organisait une lutte acharnée. Rejoindre un conflit de classe qui embrasait la GM ne pouvait que redonner espoir au jeune révolutionnaire âgé de 23 ans. Cependant, en 1948, la GM négocia un compromis avec l'UAW : de sensibles avancées salariales étaient promises en échange d'un nouveau *No-Strike Pledge*, au grand dam de Bookchin.

Entre temps, il fit connaissance, au sein du SWP, de Josef Weber, un activiste allemand, exilé aux États-Unis après avoir échappé à la Gestapo. Weber citait régulièrement Rosa Luxembourg qui, en 1915, avait proclamé cette célèbre alternative : « *La société bourgeoise est placée devant un dilemme : soit le passage au socialisme, soit la rechute dans la barbarie.* » Selon lui, si le monde de l'après-guerre ne se laissait pas séduire par le socialisme, il pouvait être dominé par des forces impérialistes et régresser en sombrant dans une barbarie semblable à celle mise en œuvre par le régime nazi.

Ainsi Joseph Weber souhaite promouvoir le Movement for a Democracy Content (Mouvement pour une démocratie de fond) qui serait une solution démocratique à la crise dans laquelle était plongée l'humanité. À cette fin, il participa à la création d'une revue, *Contemporary Issues*. Weber y publia de nombreux articles, que Bookchin transcrivait. Cette revue devint une Université pour Bookchin qui vouait à Weber un profond respect

1. Janet Biehl, *Écologie ou catastrophe - La vie de Murray Bookchin*, préface de Pinar Seleke, Coaraze, L'Amourier éditions, 2018, 624 p.

doublé d'une grande admiration, cet homme étant intellectuellement brillant et politiquement expérimenté.

En 1950, Bookchin publia son premier article dans lequel il fit état de la régression capitaliste de l'URSS. Sous l'influence de Weber, il s'imprégna des analyses philosophiques de l'École de Francfort. Selon Herbert Marcuse et Max Horkheimer, le capitalisme évalue toutes les activités humaines en termes de profit, les objets produits ne sont que des marchandises et les hommes, atomisés, sont en concurrence les uns avec les autres. Séduit par cette analyse dont il reprit l'articulation, Murray Bookchin ne douta plus alors de l'imminence de la crise du capitalisme, même si sa nature ne fut pas clairement définie. Il écrivit : « *Les gens peuvent décider de se passer de cette " société irrationnelle " du capitalisme pour choisir une " société rationnelle " éthique, fondée sur l'usage plutôt que le profit, la coopération plutôt que la concurrence, la raison plutôt que l'aveuglement dans le mal.* »

La complicité entre Weber et Bookchin fit naître de nouvelles pistes de réflexion. Leurs travaux de recherche, menés durant les années 1950 aux États-Unis, mirent en lumière à la fois un grave problème de santé publique en raison de l'usage de produits chimiques dans l'agriculture, et un gaspillage colossal de matières premières dans l'industrie. De plus, Bookchin prit conscience des dangers de l'énergie nucléaire, qu'elle soit civile ou militaire.

Le capitalisme de l'après-guerre donna naissance non seulement à une agriculture industrielle mais aussi à un urbanisme incontrôlé octroyant à l'automobile une place prépondérante. Le gigantisme urbain inquiétait Bookchin et la lecture de Lewis Mumford (*The Culture of Cities*) lui apporta un autre éclairage. Ternie par l'esclavage, le patriarcat et l'exclusion des étrangers, la cité athénienne n'en demeurait pas moins, aux yeux de Bookchin, exemplaire au même titre que les villages médiévaux européens ou que les sections parisiennes de 1793 qui poussèrent les révolutionnaires à la radicalisation. Au sein de cette cité idéale, de petite taille, peuvent être organisées des assemblées démocratiques et les habitants entretiennent des liens étroits, raisonnés et raisonnables avec la Terre. La coexistence d'une autonomie politique et d'une autosuffisance économique lui paraissait hautement souhaitable. Progressivement, Bookchin devenait éco-décentraliste et l'idée du municipalisme libertaire, qui émergera plus tard, était déjà en germe dans son imaginaire.

Irascible, rongé par la folie, Weber exprimera sa désapprobation devant la nouvelle analyse de Bookchin qui n'était à ses yeux que du « dilettantisme ». Les relations entre les deux hommes se dégradèrent, les attaques de Weber à l'encontre de Bookchin devenant virulentes. Ce dernier était accablé de voir son mentor se retourner contre lui. Weber succomba à une crise

cardiaque durant l'été 1955.

Décentralisme, anarchisme et contre-culture

Après la mort de son vieux maître, Bookchin s'autorisa à penser que ses idées éco-décentralistes n'étaient pas très éloignées de l'anarchisme, idéologie qui l'intriguait depuis l'époque de la révolution anarchiste espagnole qui avait été étouffée par les forces staliniennes et franquistes.

Le 11 juin 1962, Murray Bookchin fit paraître *Our Synthetic System (Notre environnement synthétique)*. La même année parut *Silent Spring (Printemps silencieux)* de Rachel Carson, qui dénonçait l'usage de pesticides et notamment du DDT. Ce livre, mondialement connu mais dans lequel les structures sociales et économiques sont peu présentes, inspira bon nombre d'écologistes. Il éclipsa l'ouvrage de Bookchin, plus radical, qui ne reçut « qu'un accueil silencieux ». Dans *Crisis in Our Cities* (1965), Bookchin aborda à nouveau le thème du gigantisme urbain qui suscitait une production et une consommation démesurée d'énergie, accompagnées d'une émission inquiétante de gaz à effet de serre. Il fut à cette époque l'un des premiers auteurs à en montrer les dangers et ses propos sont prémonitoires : « *Cette couverture de plus en plus épaisse de dioxyde de carbone, en empêchant la dispersion du rayonnement thermique de la Terre, va donner naissance à des perturbations atmosphériques de plus en plus dangereuses et risque, à terme, de provoquer la fonte des calottes glaciaires des pôles et la submersion de vastes étendues de terre. Si éloigné dans le temps que puisse paraître ce déluge, la modification de la proportion de dioxyde de carbone par rapport aux autres gaz de l'atmosphère est un signe alarmant de l'impact que peut avoir l'être humain sur les équilibres naturels.* » L'éco-décentralisme n'était donc pas un rêve utopique mais devenait, selon Bookchin, une nécessité. Malheureusement, ce livre n'eut pas davantage de succès que le précédent, le monde préférant encore les mensonges qui rassurent aux vérités qui dérangent.

S'appuyant sur des ouvrages d'écologie scientifique, Bookchin en vint à penser que Nature et Société évoluent semblablement du simple au complexe, l'uniformité étant une faiblesse au sein des deux espaces. À ses yeux, les principes de l'écologie et ceux de l'anarchisme coïncidaient. La spontanéité, la complexité, la différenciation, la complémentarité étaient des concepts « *aussi importants pour générer des sociétés humaines saines que des communautés animales et végétales stables.* » Tournant définitivement le dos au marxisme-léninisme, Bookchin était désormais persuadé que l'émergence d'une société anarchiste pouvait éviter la catastrophe écologique. Il reformula l'alternative de Rosa Luxembourg : l'utopie anarchiste ou l'extinction de l'humanité.

Jouissant désormais d'une relative notoriété, Boo-

kchin multipliait les conférences aux États-Unis et transmettait à un jeune public la théorie anarchiste indispensable à la structuration d'un programme révolutionnaire. Il souhaitait abolir tous les systèmes de domination – des hommes sur les hommes, des hommes sur les femmes, des hommes sur la nature – et dessiner ainsi le projet d'une démocratie du « face à face » ; une démocratie directe à laquelle tous les acteurs seraient appelés, par le truchement d'assemblées ouvertes et citoyennes, à apporter leurs contributions. Une telle architecture démocratique ne peut pas, bien évidemment, passer sous silence l'organisation de la production ni la manière de penser le travail. À ce titre, les technologies à taille humaine, recourant à des énergies renouvelables et maîtrisables, seraient au service de la vie et faciliteraient la transition vers une société décentralisée, autogérée. Elles seraient libératrices.

Au milieu des années 1960, l'intervention militaire américaine au Vietnam s'intensifia et provoqua une révolte de la jeunesse s'inscrivant dans une contre-culture et un pacifisme qui ne laissèrent pas Bookchin indifférent. Même si l'usage de la drogue, fréquent dans ces milieux, le contrariait, ce mouvement était, à ses yeux, un nouveau ferment révolutionnaire. Certes, l'esprit communautaire de cette contre-culture cachait difficilement une certaine naïveté et la consécration de l'individu risquait d'éloigner cette jeunesse de l'action sociale en l'invitant à un placide voyage intérieur. Toutefois, cette dimension psychologique et esthétique pouvait servir de levier à d'autres revendications, à d'autres luttes comme celle des féministes radicales qui dénoncèrent, durant les années 1970, le système des castes sexuelles, le joug du mariage ainsi que le patriarcat.

Durant cette période, Murray Bookchin voyagea en Europe afin de s'imprégner des pensées et actions radicales, des alternatives qui y avaient vu le jour. Il multiplia également ses interventions dans les lycées et universités canadiennes ou américaines. Devenu orateur hors pair, pédagogue, il démontrait que le capitalisme est intrinsèquement antiécologique et que précisément la crise écologique ne peut pas être résolue en son sein. Ce mode de production dresse l'ensemble de l'humanité contre la nature et cette domination découle elle-même de la domination de l'homme sur l'homme. Cette argumentation lui permit de mettre en lumière les origines sociales de la question écologique et de souligner le fait que seule une transformation de la société pourra la résoudre. Selon Bookchin, le mouvement écologique doit faire le procès du profit, du productivisme, du « marche ou crève » transformant les êtres humains en *homo economicus* et la nature en marchandise.

Il demeura influencé par le non-conformisme de la contre-culture dont les activistes rêvaient d'exode rural, de coopératives alimentaires, d'écoles alternatives et de vie communautaire. L'État du Vermont,

qui avait toujours servi de refuge aux « marginaux », offrait un cadre de vie propice à l'accomplissement de ces projets. Déçu par la vie urbaine menée au sein des mégapoles, Murray Bookchin décida de rejoindre le Vermont et de s'installer en janvier 1971 à Burlington

En mars 1979, la catastrophe de Three Mile Island provoqua une forte émotion et incita des milliers de personnes à rejoindre le mouvement anti-nucléaire auquel Murray Bookchin avait apporté son soutien. Il ressentait néanmoins une certaine gêne dans la mesure où ses dirigeants ne remettaient pas en question le cadre juridique au sein duquel cette énergie est produite. La sortie du nucléaire exigeait, selon Bookchin, la sortie du capitalisme qui l'avait fait naître. Cette radicalité lui fit prendre également ses distances à l'égard d'un autre mouvement né durant cette période : la simplicité volontaire. Bookchin, encore « prolétarien », estimait que ce choix, procurant sans doute une certaine richesse intérieure, ne pouvait être adopté que par une élite sociale.

Le Municipalisme et le rejet de la *Deep Ecology*.

Son ouvrage le plus complet sur l'écologie sociale radicale, *The Ecology of Freedom (L'écologie de la liberté)* parut en 1982. Murray Bookchin y rejetait le dualisme cartésien. Si l'homme devient maître et possesseur de la nature, il s'en sépare. Or l'homme est DE la nature et DANS la société. Selon lui, la nature *première* (la nature naturelle) donne naissance à la nature *seconde* (la culture). Homo Sapiens est autant naturel que culturel et la rupture conventionnelle de la nature et de la culture n'a pas lieu d'être, nous pouvons les voir au contraire en continuelle interaction. Par ailleurs, les formes de vie sont autant compétitives que coopératives et Bookchin soulignait à nouveau l'idée que l'entraide, la coopération, la complémentarité sont inscrites dans le monde naturel. Amoral, la nature ne doit pas être divinisée : « *La nature est le fondement de l'éthique sans être éthique en soi* ». Le capitalisme est un système social – il relève de notre nature *seconde* – et non biologique et à ce titre il est modifiable. Il convient donc de le remplacer par une autre forme d'organisation sociale qui traitera la nature avec respect et intelligence.

Une petite révolution politique eut lieu en Allemagne, en 1983, lorsqu'un groupe écologiste récolta suffisamment de voix aux élections fédérales pour entrer au Bundestag. Depuis le Vermont, Bookchin observait avec attention la stratégie des Grünen allemands qui promouvaient à la fois l'écologie, le féminisme et le désarmement. De plus, leur engagement se structurait au plan communal. Ainsi que le préconisait Bookchin, les Grünen souhaitaient laisser émerger un pouvoir populaire en participant aux élections municipales. Leur démarche était décentraliste, écologique et éthique. « *Quand j'emploie le terme politique, soute-*

nait-il, *je reprends le sens grec originel d'un corps citoyen actif gérant lui-même ses affaires.* » À ses yeux, le citoyen devait remplacer l'ouvrier en tant qu'agent historique révolutionnaire. Ce qui se passait en Allemagne ne pouvait que le ravir.

Mais très vite apparut, au sein des Grünen, une scission qui opposa les *Fundis* (les radicaux), dont une des figures marquantes fut Jutta Ditfurth, aux *Realos* avec à leur tête Joschka Fischer, adepte de la *realpolitik*. Ce dernier accepta en 1984 un accord avec le SPD (Sozialdemokratischen Partei Deutschlands) pour constituer une coalition et diriger la Hesse. Les Verts allemands devenaient un parti politique ordinaire. Bookchin, présent à cette époque en Allemagne, ne pouvait se satisfaire de l'offensive menée par les *Realos*, il savait que cette coalition Rouge-Vert allait dévitaliser les Grünen. Lorsqu'en décembre 1985, Joschka Fischer fut désigné ministre de l'environnement et de l'écologie de la Hesse, acceptant de superviser la construction de deux centrales nucléaires et d'une usine de retraitement de plutonium avec le soutien d'une majorité de militants, ce fut une défaite cuisante pour Jutta Ditfurth et Murray Bookchin. La bataille allemande était perdue.

De retour aux États-Unis, un autre combat attendait Bookchin, celui qui allait l'opposer aux partisans de la *Deep Ecology*. Si les Verts allemands attribuaient à la crise environnementale des causes sociales, les Verts américains observaient ce lien de causalité avec circonspection. Plutôt inspirés par les principes de l'*écologie profonde*, certains d'entre eux avaient pour mots d'ordre : « *Le vrai monde est la nature sauvage* » ou encore « *Pas de compromis dans la défense de notre mère la Terre* ». La primauté est attribuée ici au sauvage et aucun traitement de faveur ne peut être réservé à l'espèce humaine. Humaniste, autant qu'écologiste, Bookchin voyait dans la collectivité humaine la solution et non le problème, la réduction malthusienne de la population étant, à ses yeux, une ineptie. Il n'était pas concevable de rendre les hommes responsables de la crise écologique. C'est, affirma-t-il, le capitalisme, au cœur duquel est inscrite la logique de la croissance illimitée, qui menace le maintien de la vie sur terre. Si l'écologie que prônait Bookchin, est sociale, celle que voulaient imposer les partisans de la *Deep Ecology* est proprement asociale. Cette vive polémique prit fin en 1989 sans que Bookchin et ses adversaires ne parviennent à se réconcilier. En définitive, l'écologie américaine demeura fidèle au culte de la nature sauvage, délaissant tout engagement en faveur des mouvements sociaux.

Au début des années 1990 la santé de Murray Bookchin se dégrada sensiblement. L'arthrose l'empêchait de marcher et Janet Biehl le poussait sur sa chaise roulante. La volonté de débattre et de convaincre s'émoussait. Il avait néanmoins la convic-

tion profonde que l'organisation collective de la vie, l'agir commun, le socialisme éthique demeuraient des idéaux que les hommes se devaient de poursuivre. À ce titre, la révolution populaire, démocratique, organisée contre tous les dictateurs, propice à la conquête de la liberté politique et sociale, autorisait selon lui la transformation de *ce qui est* en *ce qui devait être*. Cet attachement à la démocratie et à l'action collective, l'amena, à l'automne de sa vie, à rompre avec l'anarchisme. Il en exposa les raisons : l'anarchisme défend la souveraineté de l'individu, ce qui le conduit à s'enliser dans l'individualisme. Il s'oppose aux lois, aux constitutions alors que toute société a besoin d'institutions. Enfin, les anarchistes diabolisent le pouvoir et réclament son abolition. Or, Bookchin prétendait que le pouvoir n'est ni bon ni mauvais. L'essentiel consistait à le remettre entre les mains du peuple afin qu'il échappât aux élites. Il déclara en 2002 : « *Je pense maintenant que le terme que j'ai utilisé pour décrire mes vues doit être remplacé par "communalisme"* ». En avril 2005, son cardiologue lui diagnostiqua une sténose de l'aorte. Bookchin refusa l'opération. Il mourut le 30 juillet 2006.

La ville autonome, écologique et libre envisagée par Bookchin n'a sans doute pas encore vu le jour au sein des sociétés occidentales. La tradition des cités historiques, qu'il aimait fréquemment évoquer, mérite d'être régénérée, modernisée. Elle pourrait inciter les hommes et les femmes à radicaliser la démocratie. Ils devront alors se détourner de la verticalité desséchante et vieillissante du pouvoir, tout particulièrement lorsque celui-ci génère une forte dissociation entre représentants et représentés, entre gouvernants et gouvernés, pour lui substituer l'horizontalité de la prise de décision collective. Cette stratégie a vu le jour au sein de la fédération de Rojava (Syrie du nord).

En effet, c'est depuis sa geôle turque où il purge une peine d'emprisonnement à vie, qu'Abdullah Öcalan, un des fondateurs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), découvrit les travaux de Murray Bookchin. Très vite séduit par sa vision du monde, il publia en 2005 une *Déclaration de la confédération démocratique du Kurdistan* qui jetait les bases d'une « *structure démocratique communale de la société naturelle* ». Celle-ci devait établir des assemblées populaires de villages, de villes et de cités, chargées de désigner leurs délégués qui représenteraient le peuple et la communauté. En janvier 2014, trois cantons du Rojava se sont fédérés en communes autonomes selon ces principes. Malheureusement, Murray Bookchin ne put voir de son vivant la mise en pratique de sa théorie. « *Il avait montré comment faire pour qu'un nouveau système démocratique devienne une réalité* », reconnut à sa mort l'assemblée du PKK.

Face à la confluence des crises écologique et so-

ciale, qu'appréhendait Murray Bookchin et qui menace aujourd'hui l'équilibre du monde, nous serions sans doute bien inspirés de proclamer, paraphrasant de la sorte les situationnistes de mai 1968 avec qui cet objecteur de croissance, optimiste volontariste s'était pourtant fâché : « Soyons réalistes, exigeons l'impossible sans quoi nous aurons l'impensable ! »

Didier HARPAGÈS

**Principaux écrits en français de, et sur,
Murray Bookchin**

Livres

Pour une société écologique, trad. de Helen Arnold et Daniel Blanchard, Christian Bourgeois, 1976.

Sociobiologie ou écologie sociale, trad. OD et Ronald Creagh, Lyon, IRL/Atelier de création libertaire (ACL), 1983.

Une société à refaire (Pour une écologie de la liberté), trad. de Catherine Barret, Lyon, ACL, 1992 ; rééd. avec trad. revue par Nicolas Calvé, Montréal, éd. Ecosociété, 2011.

Quelle écologie radicale ? (Écologie sociale et écologie profonde en débat) [avec Dave Foreman], trad. de Juliette Michelet, préface de Alain-Claude Galtié, Lyon, ACL/Silence, 1994.

Pour un municipalisme libertaire, Lyon, ACL, 2003.

Qu'est-ce que l'écologie sociale ?, trad. Bernard Weigel, Lyon, ACL, 2003.

Au-delà de la rareté (L'anarchisme dans une société d'abondance), trad. de Helen Arnold, Daniel Blanchard, Vincent Gerber et A. Stevens, présentation de V. Gerber, Montréal, éd. Ecosociété, 2016.

Notre environnement synthétique (la naissance de l'écologie politique), trad. et préface Denis Bayon, Lyon, ACL, 2017.

Pouvoir de détruire, pouvoir de créer (Vers une écologie sociale et libertaire), trad. de Helen Arnold, Daniel Blanchard, Renaud Garcia, préface de D. Blanchard, éd. l'échappée, 2019.

Changer la vie ou changer le monde (L'anarchisme entre émancipation individuelle et révolution sociale), trad. et préface de Xavier Crépin, Marseille, éd. Agone (à paraître le 18 oct. 2019).

Ouvrages collectifs

« L'autogestion et la technologie moderne » in *Interro-*

gations sur l'autogestion, Lyon, ACL, 1979.

« Utopisme et futurisme » in *L'imaginaire subversif*, Genève/Lyon, Noir/ACL, 1983.

« Le changement radical de la nature » (trad. Ronald Creagh) in *Un anarchisme contemporain (Venise 1984)*, vol. 2, *Aventures de la liberté*, Lyon, ACL, 1985.

« Un anarchisme pour 1984 » (trad. Jacqueline Pluet) in *Un anarchisme contemporain (Venise 1984)*, vol. 3, *L'Etat et l'anarchie*, Lyon, ACL, 1985.

« Pour un municipalisme libertaire » in *Au-delà de la démocratie*, Lyon, ACL, 1990.

« Le spectre de l'anarcho-syndicalisme » in *Anarcho-syndicalisme et anarchisme*, Lyon, ACL, 1994.

Articles

« Anarchisme : passé et présent », *L'Arc*, n° 91/92, *Anarchies*, Le Revest Saint-Martin, 1984.

« Vers une rationalité libertaire » (trad. de D. Blanchard), *L'Homme et la Société*, n° 123-124, *Actualité de l'anarchisme*, L'Harmattan, 1997.

« Commentaires sur « l'écologie sociale profonde » de John Clark » (trad. de Jean-Manuel Traimond), *Réfraction*, n° 2, été 1998.

Livres sur Bookchin, son œuvre ou son actualité

Biehl, Janet, *Le municipalisme libertaire (La politique de l'écologie sociale)*, trad. de Nicole Daignault et préface d'Annick Stevens, Montréal, éd. Ecosociété, 2013.

Gerber, V., *Murray Bookchin et l'écologie sociale (Une biographie intellectuelle)*, préf. de Jean-François Filion, Montréal, éd. Ecosociété, 2013.

Gerber, V. & Romero, Floréal, *Murray Bookchin pour une écologie sociale et radicale*, Neuvy-en-Champagne, le passager clandestin, 2014.

Garcia, Renaud, « Murray Bookchin » in Biagini, Cédric - Murray, David - Thiesset, Pierre (coord.), *Aux origines de la décroissance (Cinquante penseurs)*, Paris, Vierzon, Montréal, L'échappée/Le pas de côté/Ecosociété, 2017.

Bance, Pierre, *Un autre futur pour le Kurdistan ? (Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique)*, éd. Noir & Rouge, 2017.

Biehl, Janet, *Écologie ou catastrophe (La vie de Murray Bookchin)*, trad. de Elise Gaignebet et préface de Pinar Selek, Coaraze, L'Amourier éditions, 2018.

Site internet

<http://www.ecologiesociale.ch/>

Souscription permanente :

Raymonde COURRIÈRE (75), Charles JACQUIER (13), Pierre ROUBIN (75), Michel TOMMASINI (88). Suite à la décision de l'A.G. 2018 des Amis de *La R.P.*, les réabonnements à 23 euros ne figurent plus dans la revue.

**Le blog de *La Révolution prolétarienne*
est à l'adresse**

<https://revolutionproletarienne.wordpress.com/>

(envoyez-nous vos infos)

Morceaux choisis

« Ce n'est pas seulement dans la nature que l'être humain a créé des déséquilibres [écrit Bookchin], c'est aussi, et plus fondamentalement, dans sa relation avec son prochain et dans la structure même de la société, et les déséquilibres qu'il a provoqués dans le monde naturel résultent de ceux qu'il a provoqués dans la société. »

Cette idée deviendra son credo principal, qu'il résume par la formule :

« L'obligation faite à l'humain de dominer la nature découle directement de la domination de l'humain sur l'humain. »

Une des originalités de l'écologie sociale de Bookchin est bien de placer la cause des problèmes écologiques au sein de nos sociétés humaines, de nos institutions, de nos valeurs et de nos relations sociales. L'écologie sociale nous montre que ce n'est qu'en résolvant les dominations induites dans nos sociétés – socialement et institutionnellement – que l'on peut espérer développer un autre rapport avec notre environnement. Cette vision radicale condamne comme un leurre toute réforme qui ne toucherait pas aux racines du système. Ainsi : « [Les] tentatives de rendre le capitalisme « vert » ou « écologique » sont condamnées d'avance par la nature même du système, qui est de croître indéfiniment. » [...]

Dans cet ouvrage [*The Ecology of Freedom*], il met à mal un certain nombre de certitudes académiques de l'économisme partagées par les penseurs libéraux, conservateurs et mêmes marxistes, à commencer par leur justification historique de l'exploitation de l'homme par l'homme, premier moyen de production connu, selon eux, pour se libérer de la domination d'une nature « avare ». C'est ce mythe fondateur qui a justifié, depuis la naissance de l'Histoire, l'avarice, la dureté des exploités et la condition misérable des plus pauvres.

Ce constat ne fera pas pour autant adhérer Bookchin aux thèses extrémistes, voire antihumanistes, des écologistes mystiques, qui, par réaction au productivisme, élaborent des raisonnements inverses à ceux de Marx et des libéraux, tout en étant dans le fond d'une même essence. [...] L'écologie sociale déjoue ces pièges en mettant dos à dos ces deux conceptions. Elle retourne leurs argumentations en démontrant [...] que les désastres écologiques trouvent leur origine dans les injustices sociales, découlant elles-mêmes des diverses formes de domination – que ce soit en termes d'âge, de sexe, d'ethnie, de classe, etc. L'écologie sociale est en mesure d'affirmer que le projet de libération de l'être humain est devenu un projet écologique, tout comme à l'inverse, le projet de protection de la terre est devenu un projet social.

Vincent Gerber & Floréal Romero, *Murray Bookchin pour une écologie sociale et radicale*, le passager clandestin, 2014.



L'assemblée populaire ne jaillit pas du néant. Elle se construit d'abord par le sentiment individuel qui devient une volonté de se réapproprier la vie sociale, ensuite, ou concomitamment, par la rencontre de communautés sociales, économiques, culturelles, politiques, écologiques, de citoyens qui aspirent à l'autonomie, à la prise en main de la destinée de leur cité par la démocratie directe et l'autogestion. Elle constitue le mouvement municipaliste libertaire, en contre-pouvoir des autorités communales légales mais aussi des autres pouvoirs étatiques et économiques. Elle fonctionne selon les principes de l'assemblée d'une commune libérée, avec ses procédures de décision (délégation avec mandat impératif et recherche du consensus).

Dans un premier temps, son action est purement revendicative à la manière, dans le champ communal, du syndicat révolutionnaire dans le champ économique. Dans cette phase, le mot d'ordre est : « Démocratiser la république et radicaliser la démocratie. » Bookchin veut dire que l'assemblée va d'abord avoir « l'exigence simple et immédiate d'une meilleure administration locale » : lutter contre les tendances centralisatrices, préserver les libertés civiques existantes et lutter pour les étendre. Une telle extension de la revendication, sans pause et sans limite, sera par ailleurs un facteur de ralliement de la population au processus assembléiste. Puis, progressivement, la revendication se radicalisera dans son contenu et dans ses formes pour développer un pouvoir parallèle. Si l'on objecte que l'assemblée peut devenir un rouage de la municipalité qui saura la récupérer, Bookchin répond qu'elle ne collabore pas à la politique municipale, elle la défie, s'y confronte, « cherche à exacerber les tensions avec la municipalité et l'État ». Il y a, dit-il, « Une énorme différence entre essayer d'agrandir les possibilités directement démocratiques qui existent au sein d'un système républicain, d'une part, et présenter des revendications typiquement syndicales et social-démocrates destinées à rendre l'État et le capitalisme plus digestes, d'autre part. »

Pierre Bance, *Un autre futur pour le Kurdistan ? (Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique)*, Noir & Rouge, 2017.

1905 Les femmes en grève de *Mélancolie ouvrière*

Je ne connais rien de plus triste qu'une journée qui commence au signal sévère d'une usine ; Il n'y a pas de remède contre cette pénétration aiguë qui excite toutes les petites forces de découragement. Les sirènes gémissaient au nom de toutes les ouvrières qui, déjà, filaient le long des rues, comme des fantômes, un fichu noué sur la poitrine, et les joues molles. Les unes étaient de vieilles femmes sans passé et les autres des jeunes filles sans avenir. Elles se dirigeaient toutes vers l'usine au sifflet pointu comme des petites épingle attirées par un aimant.

Pierre Mac Orlan, *Villes*, Gallimard, 1966, p. 92

Pendant l'hiver de 1906-1907, Fougères est marquée par de grandes grèves ouvrières dans l'industrie de la chaussure, évoquées, avec quelle force ! par Jean Guéhenno dans *Changer la vie* (Grasset 1961). Les grèves des ouvrières du textile en 1905-1906 à Vizille puis à Voiron, « cent jours de grève, cent jours de lutte de deux cents femmes » suivis d'un échec, ont pour héroïne la meneuse Lucie Baud (1870-1913), ouvrière tisseuse de soie dès l'âge de 12 ans, à laquelle s'est attachée l'historienne Michelle Perrot, incitant le cinéaste Gérard Mordillat à lui rendre un bel hommage, diffusé cet été sur la chaîne Arte.



On ne sait pas grand-chose de Lucie Baud et Michelle Perrot, qui est retournée sur les lieux de son action, n'a pas cherché à reconstituer une vie ; elle a surtout voulu recréer un climat bien éloigné des clichés sur la Belle Époque, la dureté des rapports entre patrons et ouvriers, le mépris affiché pour les femmes – objets sexuels

pour les petits chefs qui paradent dans les ateliers –, le parti pris des autorités civiles et religieuses en faveur des possédants, le recours à l'armée, les soupes populaires organisées par les grévistes, les divisions des ouvriers, l'exploitation des immigrés (ici des ouvrières italiennes attirées par la perspective d'une formation, d'un bon salaire et de retours réguliers au pays séparées par la langue de leurs collègues françaises et soupçonnées de faire baisser les salaires), la misère de tous et de toutes.

Doublement exploitées : les Italiennes

« À 4 kilomètres de Voiron, à la Patinière, une usine, l'usine Permezel, occupait, sur un total de 500 ouvrières, une proportion de 350 Italiennes. Comme l'usine était un peu trop éloignée de Voiron, on organisa sur place une cantine populaire. Naturellement, les Italiennes furent invitées à y prendre leurs repas. Ces pauvres femmes déclarèrent n'avoir jamais mangé à leur faim, depuis plusieurs années qu'elles travaillaient à l'usine Permezel, et surtout n'avoir jamais mangé de viande. Une d'elles, atteinte de tuberculose, mourut même, au cours de cette grève, faute de soins : elle en était réduite à manger du pain trempé dans du vinaigre. La difficulté était de causer avec ces pauvres Italiennes ; il leur était défendu de parler avec personne, même dans les ateliers. »

Lucie Baud

Gérard Mordillat, soutenu par plusieurs acteurs remarquables – on connaît Virginie Ledoyen ou Philippe Torreton, François Morel, mais la qualité d'un film réside aussi dans la force et la personnalité de tous ceux qui interprètent des rôles dits secondaires –, a voulu reconstituer librement cette histoire, jusqu'à la tentative de suicide de Lucie Baud et son effacement de la scène, mettant en valeur la difficulté supplémentaire que représentait pour elle sa condition de veuve et de mère isolée.

Place à l'imagination

Je pense que le rôle du cinéaste c'est d'imaginer. Et c'est d'imaginer au delà même de la chronique peut-être un peu sèche que donne l'historien. J'ai été moi-même sensible aux émotions de Lucie Baud, j'ai toujours cherché à percevoir ce qu'elle pouvait penser, mais toujours retenue par une réserve d'historienne, n'osant pas aller trop loin. Gérard Mordillat va plus loin et c'est son rôle, c'est légitime et c'est ce qui donne du souffle au film.

Michelle Perrot, in « La Grande Table d'été », *France Culture*, 23 août 2018

L'arme du chant

Lucie Baud avait une culture livresque limitée, en revanche elle avait entendu chanter à l'école, à l'église. L'idée que le chant porte l'histoire à part égale du dialogue me plaisait beaucoup. J'ai été à la fois fondamentalement fidèle à ce que Lucie Baud a écrit, et en même temps j'ai fait ce pas de patineur dans l'émotion et le secret de son cœur. [...]

Au congrès de Reims (1904), Lucie Baud applaudie et vite remise à sa place

Ici tout est dit sur la position de Lucie Baud comme femme et comme syndicaliste. Elle est à la fois servie par les applaudissements et en même temps dénigrée par la place qu'on lui accorde au bout de la table, assise sur sa chaise. Cette histoire est importante car il me semble qu'il reste encore beaucoup à faire dans le monde syndical et dans la société tout entière pour que les femmes ne soient pas celles qu'on assied au bout d'une table et que l'on applaudit simplement parce qu'elles sont jolies.

Gérard Mordillat, in « La Grande Table d'été »...

Un seul regret : que le film ait été montré un 24 août, certes à une heure de grande écoute en début de soirée. Il faut espérer qu'il fera l'objet d'autres diffusions et que le DVD se vendra bien.

J'entends déjà les déplorations : « Cessez de montrer aux Français du Zola ! Les entreprises d'aujourd'hui et leurs managers n'ont aucun rapport avec ce qui est décrit dans *Mélancolie ouvrière* ! » Bien sûr, bien sûr (encore que...), mais il n'est jamais inutile de se rappeler l'origine de certaines grandes réformes, la nécessité absolue de contre-pouvoirs ; il n'est pas interdit non plus, à partir de cette évocation historique, de comprendre que, si les formes changent, l'aptitude à l'oppression demeure bien vi-

vante. Déjà Aragon dans *Les Cloches de Bâle* (1934) évoquait les efforts des grandes compagnies de taxis parisiens en 1911-1912 pour transformer leurs chauffeurs salariés en artisans indépendants auxquels ils loueraient leurs voitures et vendraient l'essence. « Avez-vous vu Hubert ? » chantait Mistinguett...

Jean-Kely PAULHAN

En savoir plus

- Bande-annonce du film : https://boutique.arte.tv/detail/melancolie_ouvriere
- Lucie Baud, « Les Tisseuses de soie dans la région de Vizille, *Le Mouvement socialiste*, 10, 1908 (p. 418-425), https://fr.wikisource.org/wiki/Les_Tisseuses_de_soie_dans_la_r%C3%A9gion_de_Vizille
- Jérôme Cucarull, « Hiver 1906-1907 : Grande grève dans l'industrie de la chaussure à Fougères », Bretagne Culture Diversité, décembre 2016
- <http://bcd.bzh/becedia/fr/hiver-1906-1907-grande-greve-dans-lindustrie-de-la-chaussure-a-fougères>
- Florent Le Bot, « 1906, Changer la vie, Jean Guéhenno mémorialiste des ouvriers fougérais de la chaussure », *Cahiers Guéhenno*, n° 2, 2010.
- <https://lissuu.com/amisjeanguenno/docs/cahiers-jean-guehenno-n2>
- Jacqueline Fontaine, « Michelle Perrot, *Mélancolie ouvrière* », *Éducation et socialisation*, 34 | 2013, consulté le 13 novembre 2018.
- <http://journals.openedition.org/edso/454>

◆
Témoignage
Vizille, 1951

INFIRMIÈRE-ASSISTANTE SOCIALE À
« L'ALLIANCE TEXTILE »

Toute nouvelle dans le métier, j'arrive prendre mon poste d'infirmière-assistante sociale. Je franchis le lourd portail qui ferme l'usine. Je vois d'abord une maisonnette qui abrite la conciergerie et mon bureau, qui est aussi celui du médecin quand il vient faire les

visites médicales annuelles du personnel. Puis une petite place agrémentée d'une pelouse, qu'entourent l'usine et un pavillon abritant cantine, bibliothèque, divers locaux.

Une entrée dans l'usine mène aux bureaux du directeur – le patron, qui réside à Lyon, fait une apparition une fois par mois – et de l'administration. Un grand escalier monte vers l'étage. J'y découvre avec stupeur une immense pièce sous les toits. Y sont alignés de nombreux lits en fer, sans séparation, si ce n'est une chaise et une armoire très étroite. Pour se laver, une petite pièce, une suite de robinets d'eau froide au-dessus d'un long lavabo. Ni radiateur ni poêle. Logent ici des célibataires, de jeunes apprenties et ouvrières de moins de 21 ans (âge de la majorité à l'époque), qui habitent la vallée de la Romanche et ne retournent chez elles que le samedi soir, après leur semaine de 48 heures.

Les patrons se sentent responsables de ces jeunes filles, donc interdiction de sortir de l'enceinte de l'usine. Elles dorment, mangent et travaillent toute la semaine dans cet espace réduit, sous la surveillance d'une « dame », veillant à leur bonne tenue, responsable en même temps de la cantine et de la bibliothèque.

Un petit tour à la bibliothèque : surtout pas de livres de Zola, Thyde Monnier¹ ou Balzac.

Pour sortir les ouvrières de cet enfermement, avec l'aide du médecin, j'ai pu proposer une séance de gymnastique hebdomadaire. J'y allais aussi car il fallait un « chaperon » ! Le moniteur était un homme... Pour la bibliothèque, j'ai réussi à faire changer le lieu de fourniture des livres, remplaçant l'évêché par la bibliothèque municipale.



Cliché Parriot.

Voiron. — Grève de la Soierie.
Groupe attendant l'arrivée du Délégué.

Annie Kenney

J'ai découvert que les primes de rendement étaient octroyées aux huit gareurs² sous prétexte que ce sont eux qui entretiennent les métiers. Je n'ai jamais pu obtenir l'aménagement de la pièce de bobinage où les ouvrières respiraient les poussières des fils. Heureusement, des machines plus performantes ont été mises en place. Trop grandes pour la pièce, elles ont amené à abattre les murs de séparation. L'atmosphère a pu devenir plus respirable.

Les relations avec les travailleuses étaient bonnes et la concierge, dont j'ai retrouvé le fils plus tard aux Auberges de Jeunesse, dont la fille est devenue institutrice en montagne, s'est montrée toujours chaleureuse.

Le nombre d'ouvrières ayant été réduit de 1 200 à 450, contrairement au nombre de métiers, il n'a plus été obligatoire d'avoir une infirmière à demeure dans l'usine. J'ai donc quitté Vizille, après 18 mois de travail à « L'Alliance textile ». Il paraît que c'était une prouesse, mes collègues précédentes ayant résisté six mois.

J'ai poursuivi ma carrière à la Mairie de Grenoble, au service de santé scolaire, créé en 1923 par Paul Mistral, maire qui avait compris l'importance de la prévention à une époque où elle était encore peu acceptée en France. J'ai terminé ma carrière dans ce service qui a évolué et s'est étoffé. Il vient de disparaître alors que de nouveaux problèmes apparaissent.

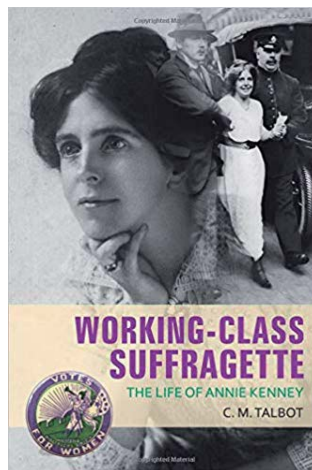
Clémentine Fillon, dite Misette

1. Thyde Monnier (1887-1967), ancienne ouvrière corsetière, féministe, auteure de nombreux romans très populaires.

2. Le gareur ou la gareuse est chargé de « disposer des fils ou bandes dans un machine de rebobinage ou un métier, contrôler la régularité de l'enroulement des fils, des mèches de fils mis sur les supports, régler la vitesse et la tension des équipements auxiliaires du métier, rattacher les fils entre eux (constitution de mèche, réalimentation, intervention en cas de casse, ...), renseigner les supports de suivi de fabrication (quantités, incidents, ...), entretenir une machine ou un équipement ». Source : <https://www.orientation-pour-tous.fr/metier/preparation-de-fils-montage-de-metiers-textiles,12406.html>



Caroll Mitchell Talbot, *Working-Class Suffragette. The Life of Annie Kenney*, Oldham Writing Café, 2018



Annie Kenney (1879-1953) naît presque dix ans après Lucie Baud, dans une famille ouvrière plutôt prospère et cultivée d'Oldham, ville proche de Manchester, dans le nord-ouest de l'Angleterre. Oldham est alors la ville de filatures de coton la plus productive au monde, « filant plus de coton que la France et l'Allemagne réunies ». Il

est dans l'ordre des choses qu'à treize ans elle entre à l'usine comme « petite main » à plein temps (elle a commencé à temps partiel trois ans avant), pour y découvrir à peu près les mêmes conditions qu'à Vizille, avec cependant des particularités britanniques : l'ancienneté de la révolution industrielle, le sens de l'organisation et de la solidarité collectives, de l'efficacité des collectes de fonds, l'enracinement de la démocratie, le rôle des journaux, dont certains relaieront le combat des femmes, l'instinct du spectacle offert aux faiseurs de nouvelles (fanfares, défilés, uniformes et chevaux, bannières, banderoles à slogans percutants), l'engagement actif d'une petite partie des élites au service de l'amélioration des conditions de vie et de travail. Son combat reçoit des impulsions, des encouragements, des protections qui ont manqué à Lucie Baud. Pour ce qui est de l'infériorité des femmes, toujours cantonnées aux postes d'exécution, guère de différence avec la France.

La guerre des salaires

Quand le prix du coton est tombé entre 1890 et 1892, à Oldham certains industriels ont exigé une réduction de 10 % des salaires. Refus des syndicats et *lockout* de vingt semaines. En mars 1893, les syndicats acceptent une réduction de salaire de 2,9 %.

Très vite – et on le lui reprochera au cours de grands débats sur les priorités et les urgences des luttes – elle renonce au syndicalisme ouvrier, persuadée que la lutte contre l'exploitation passe d'abord par un changement de la condition des femmes : le jour où elles pourront voter, elles pourront se défendre efficacement. Deux mouvements se partagent alors l'action pour gagner ce combat, les suffragistes, adeptes d'une

action respectueuse des lois et des pouvoirs en place, les suffragettes, regroupées au WSPU (The Women's Social and Political Union, fondée en 1903), décidées à l'action directe, violente si nécessaire. Il faut dire que la question du droit de vote des femmes est agitée depuis au moins 1866.

Cet engagement ne va pas de soi. En effet, au moment où les femmes agissent de plus en plus violemment par des manifestations de « casseuses » (de vitrines, de fenêtres de bâtiments officiels, et même d'un hôtel particulier), des délégations qui s'invitent chez le Premier ministre, puisqu'il ne répond jamais aux demandes d'audience, tous les habitants du Royaume-Uni n'ont pas encore le droit de vote, lié à la propriété.

La répression des actions est dure, même si le pouvoir, manifestement très embarrassé, hésite entre la violence policière ou la passivité face aux voyous qui insultent, brutalisent, lapident les féministes, fréquemment accusées de relations lesbiennes ; il relâche le plus souvent les militantes avant la fin de leur temps de prison. Quoi qu'il en soit, la pratique de l'alimentation forcée à l'encontre des femmes qui font la grève de la faim, parce qu'elles réclament le statut de prisonniers politiques et non de droit commun, a fait des victimes et a choqué l'opinion. Le traitement des prisonnières met aussi en relief les inégalités face à la loi : les ouvrières, dont la presse signale qu'elles manifestent en cheveux, sont traitées par les policiers et gardiens avec beaucoup moins d'égards que les « femmes bien », de plus en plus nombreuses à soutenir le mouvement et à porter les couleurs qu'il s'est choisies.

La situation est aussi compliquée par l'opposition de bon nombre de femmes à leur droit de vote, comme par la peur de la gauche britannique que le vote féminin ouvre un boulevard aux conservateurs.

March 18, 1910

Selfridge's
OXFORD ST.
LONDON, W.

Selfridge's supports The Suffragettes

Harry Gordon Selfridge has pledged his support to the Suffragette movement by refusing to press charges against the young lady who broke one of the stores famous windows.

Urged on by Christabel Pankhurst, who recently declared that Suffragettes must not be dowdy, fashionable young women are flocking to the department store for delicate tea dresses and that most powerful symbol of female emancipation: red lipstick.

As the first department store to sell lipstick, powder and rouge, Selfridge's is leading the way for the country's Suffragettes.

Join the conversation: #MySelfridges

SELFRIDGE & CO., LTD.

Bonne cause et sens des affaires.
Les grands magasins Selridge's aux côtés des suffragettes : ils renoncent à porter plainte contre la jeune femme qui a brisé l'une de leurs célèbres vitrines. Aucune raison, vient de souligner Christabel Pankurst (cofondatrice de la WSPU), pour que les suffragettes soient démodées. Les élégantes se pressent dans notre établissement pour y trouver des robes pour le thé, et le symbole le plus fort de l'émancipation des femmes, le rouge à lèvres rouge de rouge. Selfridge's, à l'avant-garde des suffragettes !

La fin de la guerre de 14-18 coïncide avec l'obtention du droit de vote pour tous, hommes ou femmes, sans condition de titre de propriété. Officiellement, comme dans la France de 1944, il s'agit de remercier les femmes pour leur participation héroïque à la guerre... Aux élections britanniques de 1929, les femmes composent presque 53 % de l'électorat.

Jean-Kely PAULHAN



Sylvia Pankhurst (1882-1960), l'une des leaders du mouvement des suffragettes, est l'auteur de cette « Petite ouvrière ». Elle s'illustrera plus tard dans la lutte contre l'invasion italienne de l'Éthiopie.



Oldham a inauguré cette statue d'Annie Kenney le 14 décembre 2018, pour célébrer le centième anniversaire du droit de vote pour les femmes anglaises.

◇ ◇ ◇

Les débuts de l'autogestion industrielle en Algérie¹

C'est cette période encore incroyablement féconde, exaltante, mais déjà attristante et amère que capture la recherche de Damien Hélié.

Il disait souvent en plaisantant qu'il mettrait en exergue de son travail la phrase qu'un ouvrier lui avait dite pour décrire la situation des travailleurs par rapport aux administrations et aux bureaucrates qui les encadraient : « Celui qui se les roule, il les touche ! » Entendez par là : celui qui se roule les pouces, c'est à dire ne fait rien, ne travaille pas – il les touche : c'est lui qui touche les billets, l'argent, le fric...

Un raccourci saisissant pour exprimer avec force le désenchantement de ceux qui avaient fait l'autogestion et s'en voyaient évincés. Certes l'université n'est pas le lieu le plus propice à ce genre de déclaration incendiaire, mais rien ne saurait à mes yeux mieux résumer ce qu'il advint de la superbe initiative populaire – l'autogestion de fait – qui permit à l'Algérie de survivre et aux Algériens de manger, de se vêtir, d'aller à l'école - avant que l'Etat ne lui coupe les ailes.

Je me souviens d'un voyage dans l'Ouarsenis² pendant l'hiver 1962-1963 où nous trouvâmes près d'une mechta des hommes engagés dans la construction d'une route empierrée, destinée à desservir une petite construction nouvelle au sommet d'une colline : leur future école. Ils l'avaient faite de leurs mains, sans demander aucune aide de l'État (qui n'aurait d'ailleurs pu en fournir à cette époque), ne comptant que sur leurs propres ressources et sur la force de leurs bras. Elle comportait deux pièces, l'une pour la classe, l'autre pour le logement du maître ; pas d'eau et pas d'électricité, cela va sans dire, mais, nous dirent les paysans, cela viendrait avec l'électrification de leur commune. Quand tout fut achevé, ils firent écrire au ministre de l'éducation à Alger : « Cher frère ministre [comme on disait à l'époque ...], nous avons fini l'école et le logement du maître, et la route pour y aller ; envoie-nous l'instituteur s'il te plaît ». (J'ai vu copie de la lettre.)

Etonnamment, ils reçurent une réponse au bout de quelques mois, et la visite de deux inspecteurs du ministère ; ceux-ci firent un rapport et la décision ministérielle parvint un an après aux « Chers frères de la commune de ... » : les dimensions des locaux « n'étaient pas conformes aux normes » prévues pour les salles de classe et le logement du maître. (J'ai

également vu la réponse de mes yeux en retournant sur les lieux.)

Petite histoire sur l'art de tuer l'esprit autogestionnaire chez les citoyens.

Et voici une précision qui m'est chère : pour ces paysans illettrés, musulmans pratiquants comme on l'est de père en fils dans la campagne, l'école c'était pour les filles aussi ! Il n'était pas question de n'y envoyer que les garçons : dans leur esprit, c'était la nation tout entière qui devait être éduquée. À cette époque de l'indépendance, les paysans illettrés donnaient spontanément des leçons d'égalité entre citoyens et citoyennes. L'islam de leurs pères ne leur était pas un obstacle.

Autre petite histoire significative de la dépossession des travailleurs : dans une ferme « autogérée » à une dizaine de kilomètres de chez moi près d'Alger, qui produisait régulièrement des légumes, le directeur annonça un jour la décision prise en haut lieu qu'on allait désormais faire des fruitiers. Pourquoi pas ? Après tout, la région y est propice. Le problème c'est que les bureaucrates s'inquiétèrent au bout de deux ou trois ans que les « mauvais ouvriers » n'avaient pas encore récolté de fruits – ignorant qu'il en faut parfois six ou sept à un arbre pour être productif.

Après nombre de remontrances tendant à prouver que l'improductivité de leurs arbres était de leur fait – une façon comme un autre d'attaquer le principe même de l'autogestion : il ne faut pas laisser d'ignorants illettrés décider de l'avenir d'une ferme sur laquelle ils travaillent depuis 20 à 30 ans – , les ouvriers virent un jour débarquer sans préavis, je dis bien sans aucun préavis, des camions avec des vaches : puisqu'ils étaient si mauvais cultivateurs, ils allaient devenir éleveurs : là au moins il n'y avait rien d'autre à faire que laisser paître... Hélas il n'y avait pas de grasses prairies pour nourrir les vaches. Elles maigrissent. Lassés, les coopérateurs en mangèrent une... pourtant propriété de l'État... c'était du vol.

Damien Hélié a vécu d'innombrables histoires de ce genre dans les entreprises de l'industrie autogérée. Écrire les résultats de sa recherche fut un calvaire pour lui. Ses espoirs pour l'Algérie indépendante s'écroulaient sous ses yeux. Il avait pourtant payé le prix pour voir cette indépendance.

Il était arrivé en Algérie à dix ans, alors que son père, juriste proche de syndicats ouvriers à Paris, avait été appelé à créer l'organisme de sécurité sociale d'Algérie (la Casicra). Sa mère, nommée institutrice

1. Introduction de Marieme Hélié Lucas à : Damien Hélié, *Les débuts de l'autogestion industrielle en Algérie* (L'asymétrie/Pecos & Robin publications, 2018). Nous reviendrons sur ce livre dans le prochain numéro de la revue.

2. Massif de montagnes du nord-ouest de l'Algérie.

à Draria dans la banlieue d'Alger (alors un village isolé), puis dans la basse Casbah, portait un regard horrifié sur les inégalités dont étaient victimes les Algériens sous la colonisation. C'est par sa sœur, de six ans plus âgée que lui, qu'il rencontra les quelques étudiants algériens de l'époque. Dont Rachid Amara³ avec qui il passa la dernière nuit à la cité universitaire de Ben Aknoun avant sa montée au maquis.

C'est assez naturellement que la famille Hélie se mit au service de la lutte de libération, cachant et hébergeant des militants, ce pour quoi ils furent une nuit de 1957 tous conduits à la villa Césini par les paras de Massu. Georges Hélie, le père de Damien, sortit sourd de ses tortures. Il fut ensuite mis en camp à Beni Messous, puis finalement à la prison Barberousse (Serkaji aujourd'hui) en haut de la Casbah.

Je ne raconterai pas ici l'expérience de Damien, âgé de 16 ans, à la villa Césini. Je veux juste rappeler que quelques mois plus tard, il m'informa le plus naturellement du monde que si, suite à ses activités, son sursis universitaire était résilié, s'il recevait donc son appel à 'servir sous les drapeaux' de la France, il monterait immédiatement au maquis rejoindre le FLN. Son engagement à la cause nationale était total. Nous avions juste 17 ans.

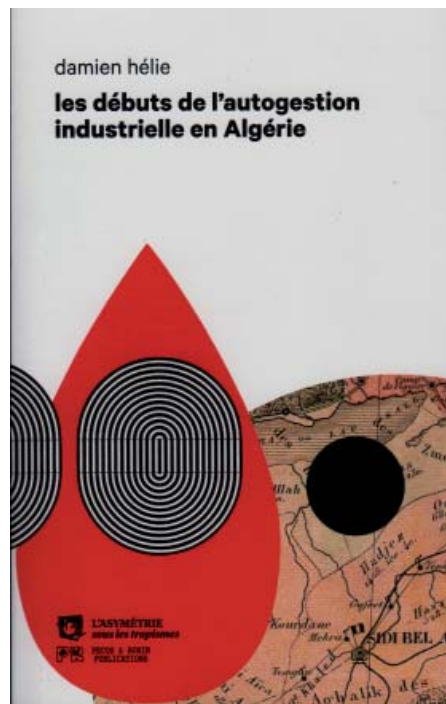
À cet âge, il était remarquablement politisé et avait déjà beaucoup lu. Atteint d'un rhumatisme articulaire aigu à 15 ans, il dut suivre des cours par correspondance et rester toute une année à la maison. Y était alors caché sous le nom de Frédéric, un jeune homme qui lui aussi avait beaucoup lu et beaucoup réfléchi, Sadek Hadjeres⁴. Ils passèrent presque un an et demi de conversations et de lectures partagées (Certains de ces livres marqués au nom de « Frédéric » sont toujours sur nos étagères). Une formation politique accélérée pour Damien...

Ce n'est donc pas un « étranger » qui rendit compte de l'invention de l'autogestion et qui suivit son déclin et sa chute. C'est quelqu'un qui tenait viscéralement, comme nous tous, au succès de cette entreprise ; et quelqu'un qui fut conscient et souffrit beaucoup, avant la plupart d'entre nous, d'identifier quels obstacles internes l'Algérie indépendante aurait à affronter.

Je vois (mais je ne parle pas ici pour lui), dans cette étude de l'autogestion industrielle par Damien Hélie, l'émergence et la formation de ce que Djilas appela en Yougoslavie la « nouvelle classe » de ceux qui, bien que ne possédant pas initialement les moyens

3. Rachid Amara fit partie de la première promotion d'étudiants à monter au maquis, après que la grève a été déclarée ; il y mourut en « chahid » (martyr), et un lycée proche de la cité universitaire de Ben Aknoun porte maintenant son nom.

4. Futur dirigeant du PAGS (Parti de l'avant-garde socialiste), qui prit la suite du PCA (Parti communiste algérien).



de production, les font fonctionner – un temps – à leur profit pour se reproduire en tant que classe, avant de passer au capitalisme.

Pourquoi avoir tant attendu pour publier, tant d'années après sa rédaction, ce document – seule étude de première main, faite sur place pendant cette période historique ? La

mort conjointe de Damien, âgé de 27 ans, et de notre fils aîné, âgé de sept ans m'avait pétrifiée. Son père m'avait pourtant proposé de se charger de la faire imprimer, ce que je déclinai alors.

La sidération a duré longtemps. Je n'ai pourtant cessé de regretter ma décision, car je suis absolument sûre que Damien, en bon militant, aurait voulu cette publication, comme outil de formation et de mobilisation.

Les jeunes Algériens souffrent cruellement de connaître leur histoire. Et celle, récente, de notre pays⁵ montre que des forces jeunes, des forces tournées vers la justice sociale et la liberté, demandent à être enracinées dans les luttes qui les ont précédées, que faute de connaître cette histoire-là, parfois, elles se fourvoient.

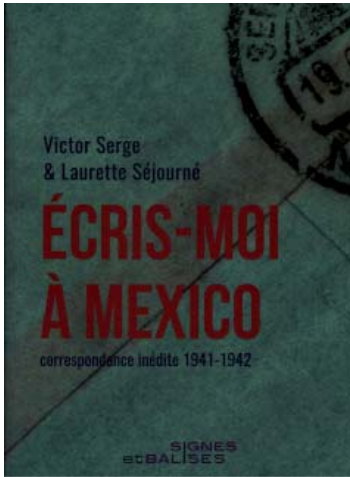
Plus largement, il y a actuellement un regain d'intérêt libertaire pour le modèle de gouvernance qui part de la population elle-même. À l'indépendance de l'Algérie, la référence en matière d'autogestion était la Yougoslavie. Plus récemment, ce fut dans les années 1990 le Chiapas, et actuellement le Kurdistan syrien (Cizîrê, Kobané, Afrin) où se développe, semble-t-il – mais l'expérience du mythe algérien rend prudent –, un modèle laïc, progressiste, féministe. Cette dernière tentative autogestionnaire semble bénéficier de ce qui manqua à l'autogestion algérienne (et aux printemps arabes) pour réussir : la conscience politique des enjeux parmi les acteurs à la base – que la révolution sociale, culturelle, éducative et pas seulement politique doit se faire de bas en haut.

Marieme HÉLIE LUCAS

5. Je fais ici référence aux années 1990 et à la montée de l'extrême droite religieuse musulmane.

Livres

Victor Serge & Laurette Séjourné, *Écris-moi à Mexico – correspondance inédite 1941-1942*, Signes et Balises, 2017, 240 p.



Parti de Marseille le 24 mars 1941 sur le *Capitaine Paul-Lemerle* avec son fils, Vlady, Victor Serge (1890-1947) laisse derrière lui sa nouvelle compagne Laurette Séjourné (1911-2003) et sa fille, Jeannine, fille de Liouba Roussakova, son épouse russe internée dans une clinique psychiatrique, victime d'un effondrement mental irrémédiable.

Afin d'échapper aux persécutions, il s'exile une nouvelle fois avec l'aide du Comité américain de secours de Varian Fry et, à New York, du couple Dwight et Nancy Macdonald. Après une longue étape à Ciudad Trujillo (aujourd'hui Saint-Domingue), puis La Havane, il arrive au Mexique en septembre et réside à Mexico.

Ces lettres, pour la plupart de Victor Serge, vont donc de la fin mars 1941 au début de janvier 1942. Souvent émouvantes, elles révèlent un homme d'âge mûr éperdument amoureux d'une jeune femme dont il est séparé : « Tu es la grande joie vers laquelle je suis toujours tendu et par laquelle je suis toujours mutilé tant je trouve contre nature que tu ne sois pas là », lui écrit-il. Tous ses efforts participent du besoin de garder un contact épistolaire et de la préparation de la venue de Laurette au Mexique. Il faut en effet « dévider cet écheveau infernal des visas » dans un contexte où « la bureaucratie amér[icaine] poignarde tout bonnement dans le dos les émigrations antifascistes ». Essentiellement personnelle, cette correspondance éclaire mieux l'homme privé ; elle est aussi un poignant contrepoint aux Carnets dont une partie recoupe la même période.

C.J.

◆
Michael Gold, *Juifs sans argent*, Nada, 2018, 352 p. Il y a du Dr. Jekyll et Mr. Hyde chez l'auteur de ce roman paru aux États-Unis en 1930. Le second fut en effet un militant stalinien d'une rare orthodoxie et d'une fidélité quasi sans failles durant des décennies à une des pires dictatures de l'histoire masquée, toute honte bue, sous les oripeaux de l'émancipation sociale. Heureusement, le premier est l'auteur du présent livre opportunément réédité aujourd'hui dans une nouvelle

traduction et doté d'une robotique préface. En l'occurrence, l'opportunité se situe à deux niveaux. C'est d'abord la découverte, ou la redécouverte, d'un auteur qui sait captiver le lecteur avec un récit fort, prenant, remarquablement mis en scène, mais dépouillé de tout pathos malgré un sujet qui s'y prête. Il s'agit en effet des scènes vécues d'une enfance misérable dans le Lower East Side, à New York, dans les années 1900. Fils d'un couple d'immigrés juifs d'Europe de l'Est, le jeune garçon grandit dans un des quartiers les plus pauvres de la ville où survit un sous-prolétariat surexploité. L'auteur, leader durant les années 1930 de la littérature prolétarienne aux États-Unis, écrit ce livre pour offrir un démenti à l'antisémitisme des nazis qui réactivaient le vieux préjugé mortifère sur les Juifs et l'argent. Et c'est bien le second intérêt de l'ouvrage que de faire un sort à ce fantasma aussi inepte que dangereux qui continue d'habiter les esprits, si l'on peut dire, des courants actuels de l'extrême droite comme des assassins d'Ilan Halimi...

C.J.

◆
Françoise Donnadieu, *Histoires de Lily Pastré (La Dame de Montredon)*, Marseille, l'atinoir, 2017, 184 p.

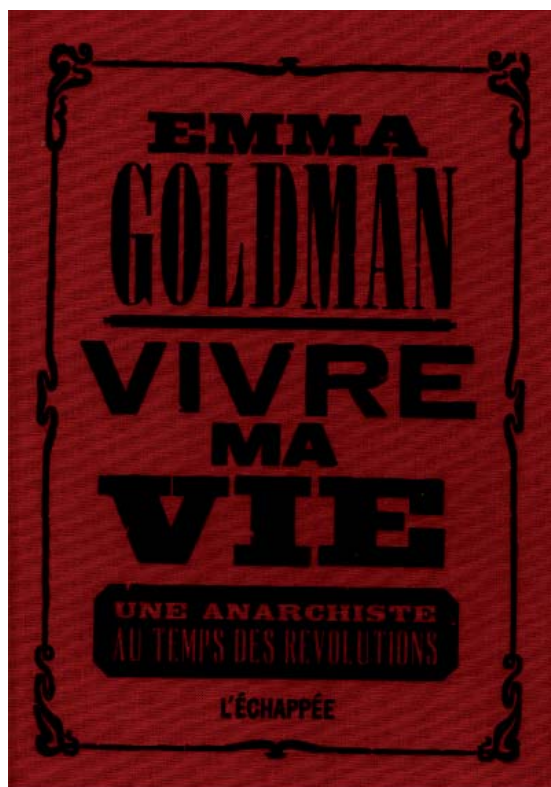
Née Marie-Louise Double de Saint-Lambert, épouse du comte Pastré et héritière de l'entreprise Noilly-Prat, cette grande bourgeoise marseillaise mit sa vie durant son temps et son argent au service des artistes. Mais c'est à Marseille durant la Seconde Guerre mondiale que celle que l'on connaît sous le nom de Lily Pastré (1891-1974) réalisa ses actions les plus marquantes en aidant, cachant et soutenant nombre d'artistes et d'intellectuels persécutés, souvent juifs, connus ou appelés à le devenir. Ainsi dès l'hiver 1940, elle créa et finança une association, « Pour que l'esprit vive » qui leur apporta soutiens, subsides et possibilités de créer. Elle hébergea nombre d'entre eux dans son château des quartiers sud de la ville, à deux pas de la mer, et organisa dans son parc une représentation mémorable du *Songes d'une nuit d'été* de Shakespeare en juillet 1942.

Considérant que le parcours de Lily Pastré est désormais suffisamment connu (ce qui est sans doute pré-



maturé malgré quelques travaux récents), Françoise Donnadiou propose de revenir sur sa personnalité, non par le biais d'une biographie classique mais grâce à un portrait subjectif, constitué de brefs monologues intérieurs de Lily Pastré elle-même ou de ses proches aux différentes périodes qui ont marqué sa vie. Cela donne, selon F. Donnadiou, une « fiction véritable » d'une belle écriture, qui peut être lue aussi bien par ceux qui la connaissent que par ceux qui en ignorent tout.

C.J.



LIVRES

Vivre ma vie

(à propos des mémoires d'Emma Goldman)¹

Après la première publication chez A. Knof à New York en 1931, il aura fallu attendre presque neuf décennies avant qu'un éditeur français ne se décide à publier une traduction intégrale de *Living my life*, les mémoires de l'anarchiste américaine Emma Goldman (1869-1940). Depuis 1979, il existait pourtant sous le titre d' *Epopée d'une anarchiste* une « adaptation libre », en fait un résumé, qui, pour les plus optimistes, en présentait une (relativement) courte évocation. Mais si la traduction intégrale aujourd'hui publiée approche les 1 100 pages, l'ancienne version caviardée en faisait à peine... 300. Oublions donc définitivement celle-ci et saluons le courage et la ténacité des éditions l'échappée qui, non contentes de publier ce monument, le font de la belle manière avec un élégant volume à couverture rigide relié toile, agrémenté d'un beau cahier photos de 16 pages pour un prix fort modique pour un tel objet. L'ouvrage est aussi doté d'un indispensable index des noms et d'un utile avant-propos des deux traductrices. L'éditeur répond ainsi aux vœux de l'auteur de proposer un ouvrage accessible au plus grand nombre...

En cinquante-six chapitres, Emma Goldman y retrace sa vie militante, sans oublier ses dimensions plus personnelles, voire intimes, de son arrivée à New York le 15 août 1889, à l'âge de 20 ans, jusqu'à la genèse de ses mémoires, commencées à Saint-Tropez le jour de son cinquante-neuvième anniversaire, le 27 juin 1928. Si dans les premiers chapitres des retours en arrière informent sur ce que fut sa vie avant son arrivée aux États-Unis, on ne saura évidemment rien de la décennie suivante jusqu'à sa mort. Il faudra attendre la traduction d'une des biographies qui lui ont été consacrées en anglais pour en savoir plus sur la manière dont Emma Goldman vécut cette période riche en événements marquants, en particulier comment elle sut trouver la force de résister à la contre-révolution fasciste et stalinienne et à la marche vers une nouvelle guerre mondiale².

Face à l'importance du personnage, à la richesse de sa vie comme de ses réflexions, à la diversité de ses multiples expériences, le commentateur peine à privilégier tel ou tel moment, tel ou tel personnage. Pourtant un chapitre se détache par son volume, c'est celui consacré à, selon son titre, ses « rêves d'une vie brisée en Russie », de loin le plus long puisqu'il fait à lui seul plus de 200 pages. Son expérience russe est connue ; récemment son livre *L'Agonie de la Révolution*³ a été enfin traduit à l'occasion du centenaire de 1917, mais il n'en reste pas moins que ledit chapitre se dévore, tant il est vivant et reflète bien le progressif désenchan-

1. Emma Goldman, *Vivre ma vie – Une anarchiste au temps des révolutions*, traduit de l'anglais par Laure Batier et Jacqueline Reuss, l'échappée, 2018, 1104 p.

2. En attendant, on se reportera au numéro que lui consacra l'excellente revue *Itinéraire* (n°8/1990).

3. Emma Goldman, *L'Agonie de la révolution (Mes deux années en Russie 1920-1921)*, les nuits rouges, 2017, 338 p.

tement d'une personne arrivée avec enthousiasme dans ce qu'elle croyait être le pays de la révolution réalisée. Ce qui frappe, c'est que, malgré ses préjugés favorables, elle reste suffisamment lucide pour refuser de fermer les yeux devant l'évidence, qu'elle sait éviter tous les justificatifs et tous les pièges dans lesquels tomberont ou se complairont tant de militants et d'intellectuels afin de prendre une dictature sur le prolétariat pour le socialisme en construction. Malgré la douleur et la déception, elle n'en continue pas moins de défendre la révolution sociale que les bolcheviks ont trahie et compromise pour des décennies. Le passage que nous reproduisons en annexe sur la réhabilitation d'un militaire tsariste et antisémite, devenu officier de l'Armée rouge, en dit plus que de longs discours ou de doctes analyses sur la nature du régime qui pouvait promouvoir pareille ignominie...

Mais la vie d'Emma Goldman ne se résume pas à ces deux années tragiques. Ce qui marque tout au long de son itinéraire, c'est sa fidélité à la cause, l'anarchisme, à laquelle elle a adhéré après l'assassinat des martyrs de Chicago [1887] – ces leaders ouvriers anarchistes exécutés ou emprisonnés pour l'exemple afin de couper la tête de mouvements revendicatifs exigeant la justice sociale. Mais cette passion pour la cause à défendre n'en fait pas une Torquemada en jupons ou une passionaria éthérée. Dans le délicat exercice de l'autobiographie, elle ne se livre pas toujours sous son meilleur jour, ne masquant ni ses hésitations, ni ses faiblesses, en particulier dans sa vie amoureuse. Elle n'en défendit pas moins avec des décennies d'avance des causes qui, aujourd'hui, paraissent aller de soi, sauf aux pires courants réactionnaires ou religieux, comme la liberté pour tous, femmes ou hommes, en amour, celle de procréer ou non pour les femmes, l'égalité entre sexes, l'athéisme, la libre pensée, l'antimilitarisme, la plus large liberté d'expression face à toutes les censures, le tout sur fond d'un anarchisme social. On y voit aussi sa passion pour le meilleur du théâtre de son temps. C'est aussi sa capacité à évoquer avec justesse les femmes et les hommes qu'elle a rencontrés au cours de toutes ces années, des situations, des organisations différentes, qui frappent le lecteur. Ainsi, exemple entre mille, ces considérations sur Pierre Monatte, la Bourse du travail de Paris et la CGT syndicaliste révolutionnaire que nous reproduisons.

On n'en finirait pas d'énumérer les richesses de ce livre ; il vaut donc mieux, pour conclure, en recommander tout simplement la lecture.

L.S.

Des hommes beaucoup plus solides et intéressants que le genre communément rencontré à Paris...

« À la Confédération générale du travail, avec l'aide de Monatte, je pus me livrer à une étude du syndicalisme en action. Ses dirigeants étaient quasiment tous anarchistes, des hommes beaucoup plus solides et intéressants que le genre communément rencontré à Paris. Pouget, Pataud, Delesalle, Griffuelhes et Monatte étaient non seulement de brillants défenseurs des nouvelles théories ouvrières, mais ils avaient une connaissance et une expérience pratiques des luttes quotidiennes des prolétaires. De concert avec leurs collègues, ils avaient transformé la Bourse du travail en une véritable ruche. Chaque syndicat y avait installé son bureau, et beaucoup tiraient leurs journaux à l'imprimerie commune. *La Voix du peuple*, par exemple, hebdomadaire de la CGT, était peut-être le journal ouvrier le plus instructif et le mieux corrigé du monde. Pour enseigner aux ouvriers tous les aspects du système industriel complexe, des cours du soir y étaient organisés. Des conférences avaient lieu sur des thèmes scientifiques ou économiques, et les ouvriers faisaient fonctionner eux-mêmes un dispensaire et une crèche bien équipés. Cette institution représentait une démarche pratique pour apprendre aux masses comment faire la révolution qui s'annonçait et comment aider à accoucher de la nouvelle société. Par l'observation et l'étude du syndicalisme menées à sa source même, j'acquis la conviction que le mouvement syndical matérialisait l'arène économique où le monde du travail opposait sa puissance aux forces organisées de son adversaire capitaliste. » (p. 462)

Slastchev-Krimsky : un assassin célébré par le nouveau pouvoir « révolutionnaire »

« En nous dirigeant vers le Leontievski, nous tombâmes sur un défilé encore plus voyant et démonstratif que le modèle habituel. Quelle était cette occasion particulière ? demandâmes-nous. Venions-nous de débarquer tout juste à Moscou pour ne pas être au courant de ce grand événement ? Eh bien, c'était pour célébrer le retour du général Slastchev-Krimsky. « Quoi ! nous écriâmes-nous d'une seule voix, Sasha et moi, le général blanc, le pourfendeur de Juifs, l'homme qui de sa propre main avait fauché les vies de soldats rouges et de Juifs, l'ennemi juré et indéfectible de la révolution ? » Lui-même, nous assura-t-on. Il s'était déjugé et avait supplié qu'on le laissât réintégrer la mère patrie qu'il aimait tant, en jurant de servir désormais fidèlement les bolcheviks. Il était donc reçu avec les honneurs militaires et fêté, sur ordre du gouvernement soviétique, par les ouvriers, les soldats et les marins qui chantaient des airs révolutionnaires pour l'édification de l'un des plus implacables ennemis de la révolution. Nous marchâmes jusqu'à la place Rouge pour voir le spectacle de Léon Trotski, commissaire de l'armée révolutionnaire de la République socialiste, passer en revue ses forces devant le général tsariste Slastchev-Krimsky. La tribune n'était pas loin de la tombe de John Reed. Sous son ombre, Trotski, le boucher de Cronstadt, serrait la main tachée de sang de son camarade Krimsky. [...] Peu après, le général Slastchev-Krimsky fut envoyé en Carélie, district désolé du Nord, pour y « liquider le soulèvement contre-révolutionnaire ». Les pauvres Caréliens, assurés de leur droit à l'autodétermination, avaient trouvé le joug communiste trop déplaisant et avaient protesté naïvement contre les abus dont ils avaient été victimes. Qui de plus compétent pour ramener les « mutins » à la raison que le général Slastchev-Krimsky ? » (p. 972)

Mener le public à la réflexion politique

Un entretien avec Jérémie Beschon¹ du « Collectif Manifeste Rien

»

Quand, pourquoi et dans quels buts la compagnie « Manifeste Rien » a-t-elle été créée ?

Il y a eu plusieurs faux départs... car nous n'étions pas dans la temporalité de la production professionnelle. Manifeste Rien c'est d'abord la fusion de deux univers, deux vitalités, deux spécificités. La comédienne Virginie Aimone et moi-même. À l'époque, pour moi, écrire était une des rares manières d'existence qui valait le coup. Et écrire, c'est de la parole en attente. Dans les années 2000 on a monté un premier répertoire de chanson, poésie, politique... avec mes textes et ceux de Charles Bukowski, de Wilhem Reich, Bakounine, Guillaume de Machaut... de la chanson punk pour piano/voix. C'était assez hétéroclite mais nous travaillons toujours les mêmes pistes aujourd'hui. Des amis, auteurs, musiciennes nous ont rejoint pour quelques dates dans les bars de Marseille. Puis je suis retourné gagner ma vie en faisant d'autres boulots et Virginie a continué sa carrière de comédienne de théâtre.

Ensuite, en 2004, on remonte un autre répertoire de chansons zarbies, à nous deux, pour une date au Merlan via un tremplin pour les jeunes et les pauvres, puis chacun vaque à ses gagne-pain. Ainsi de suite, une à deux années de préparation pour une date unique dans un festival, un bar, un squat...

Je pensais arrêter la scène, ne faire qu'écrire entre des boulots de manutention. Comme je ne pouvais plus piffer Marseille – je rêvais de la voir brûler comme dans le film *Comme un aimant* – et que j'avais mis quelques ronds de côté, on a eu l'occasion d'aller à Paris. Et là nous avons repris. D'abord avec des militants d'extrême gauche et des quartiers populaires dans des formes courtes, puis avec la discipline du théâtre, car la Cie Falaise et Plateaux à Arcueil nous a offert une salle de théâtre. Un jour par semaine pendant un an. Nous avons monté une pièce *Elle dieu et l'infrabasse*, avec Jean Baptiste Couton qui écrivait aussi, et Olivier Boudrand, qui était également comédien pro. Après ça on était plusieurs et je me suis lancé dans la bataille des institutions, et ce coup-ci cela s'est structuré en termes de production. Toujours quasiment sans argent, car nous étions totalement à contre-courant du théâtre contempo-

1. Né en 1978, Jérémie Beschon est l'un des animateurs de la compagnie théâtrale « Manifeste Rien », à Marseille. Il est notamment l'auteur de *Baraque de foire* (L'Atinoir, 2013) sur le mariage du capitalisme et de l'art sur fond de mensonge du marketing qui masque l'injustice et la violence de notre société. [NDLR]

rain désincarné et apolitique et que je ne bénéficiais d'aucun réseau. Mais voilà, je ne comptais plus lâcher l'affaire. Le mépris de certains du milieu et les encouragements de quelques autres nous ont donné la force de nous confronter au système.

Quels sont ses axes de travail principaux ? les auteurs qu'elle choisit ? les thèmes qu'elle privilégie, les publics qu'elle espère toucher et ceux qu'elle rencontre effectivement ?

Nous travaillons le théâtre à partir des sciences sociales : histoire, sociologie, anthropologie. L'histoire de l'immigration, l'histoire coloniale et ses répercussions. Les rapports de dominations, sociale, raciale, culturelle. Avec d'une part l'adaptation de livres : *La Domination masculine* de Pierre Bourdieu, auquel nous avons ajouté les textes de Tassadit Yacine, *Chacal ou la ruse des dominés*, une anthropologue trop peu connue, Benjamin Stora, Gérard Noiriel, Alèssi Dell'Umbria et *l'Histoire universelle de Marseille*, Howard Zinn et *l'Histoire populaire des USA...* il s'agit là à chaque fois de solos par Virginie Aimone sur plateau nu. Les auteurs ont été choisis en partie sous l'influence de ma rencontre avec les éditions Agone et Thierry Discepolo. À cette même époque, je faisais quelques scènes dans les bars de Marseille entre des mois de boulots de manutention et d'écriture. J'ai beaucoup lu la revue *Agone* et j'y ai trouvé une manière de structurer ma révolte. Et d'autre part, pour finir de présenter le répertoire de Manifeste Rien, il s'agit de pièces que j'écris ou co-écris avec leurs interprètes, qui partent aussi de recherches en sciences mais de diffent-e-s auteur-e-s ou bien encore de recherches que nous menons nous-mêmes en binôme avec des anthropologues associé-é-s. Les thèmes privilégiés sont donc ceux de la critique sociale. Pour ce qui est des publics, nous voulons toucher tous les publics, et nous y arrivons je crois, sauf avec les riches et les classes moyennes supérieures que nous fréquentons peu... Pour ceux-là, il faut passer par le théâtre d'abonnés des scènes subventionnées. Quand je dis tous les publics, c'est évidemment aller un peu vite en besogne. À Marseille nous n'aurions plus de visibilité sans le Théâtre de l'Œuvre à Belsunce, depuis la mort du Théâtre de Lenche. Et on voit que ce sont des théâtres à la marge des scènes subventionnées.

Il y a les publics scolaires car nous jouons encore directement au sein des établissements. Salle polyvalente, réfectoire, gymnase... Ce travail en milieu



scolaire a pu se développer grâce à quelques professeurs qui nous ont découverts lors de nos premières en bibliothèques et MJC. Notamment avec *La Domination masculine* et *Le Massacre des Italiens*.

Ensuite, il y a les publics des quartiers populaires, car nous jouons aussi directement dans les centres sociaux où nous apportons notre matériel pour transformer une salle quelconque en lieu de spectacle. C'est un travail qui ne peut pas se faire sans rencontres, sans médiations, qui s'organise bien en amont de la représentation. Car même si tu joues en entrée libre, ce n'est pas pour autant que le quartier sera au rendez-vous. Nous organisons donc des ateliers d'éducation populaire avant et après la date. Ma sœur, qui est doctorante en anthropologie, mène ces ateliers. À partir de musique, d'archives, de vidéo, elle provoque la discussion, elle part de l'actualité pour aller vers les questions de nos pièces qui sont souvent plus historiques. Ainsi l'information se propage.

Et pour finir, il y a le public des prisons. Et là pareil, c'est une des coordonnatrices culturelles du SPIP (Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation) qui a découvert nos pièces. Par exemple on a joué *Travailleur de la Nuit*, d'après la vie de Marius Jacob à la prison de Salon. Notre régisseur n'en revenait pas... il n'arrêtait pas de me demander si l'administration avait conscience de ce que nous allions jouer. Mais nos pièces qui paraissent parfois trop complexes et trop violentes à l'extérieur, ne sont pas plus complexes et pas plus violentes que le milieu carcéral...

Cela peut sembler étonnant de dissocier ainsi les publics mais c'est une réalité, même s'il y a aussi les représentations où nous arrivons à faire venir des prisonniers en semi-liberté, des groupes des centres sociaux, des habitués des théâtres.

Comment son travail a-t-il évolué depuis sa création ?

L'évolution a surtout été d'ordre esthétique. Nous sommes devenus de plus en plus lisibles, compréhensibles.

De plus en plus simple parce que nous avons gagné en technicité. Et ces outils techniques, nous les avons inventés en travaillant au plateau pendant des heures de répétitions dans l'urgence. Et bien sûr nous avons vite découvert que nous n'avons rien inventé. Ce qui était le plus excitant en répétitions, le plus efficace pour la dramaturgie, et le plus jouissif pour les spectateurs, avait les mêmes bases techniques que celles développées depuis des siècles, avec la *comedia dell'arte*, le mime, le conte. Là où il y a nouveauté, c'est que les cultures populaires, traditionnelles, se réinventent en permanence. Nous ne nous interdisons rien, à part d'être chiants. Nous piochons là où il le faut pour le besoin de la scène. Dans mon cas le cinéma d'action et de science-fiction, la poésie, le rap *old school* ; pour Virginie ça sera davantage le cinéma d'Almodovar, certains *one woman shows*, la lecture de Virginie Despentes... et quand un autre comédien ou comédienne se joint à nous on lui demande le même travail. Il ou elle est obligé-e de s'engager personnellement car nous partons beaucoup de l'improvisation. Improviser c'est confronter ta propre matière au texte ou aux données du texte. Improviser est souvent mal compris ; c'est à l'intérieur d'un cadenas, comme les musiciens improvisent à partir de gammes. D'ailleurs en tant que metteur en scène, j'ai souvent l'impression d'être davantage un coach. Comme un entraîneur de boxe qui doit protéger son athlète tout en le poussant à être le plus fort et performant possible. Nous travaillons aussi toujours sur plateau nu. Là encore, contrairement à ce que l'on pourrait penser, cela ne vient pas d'un problème d'argent même si nous n'aurions pas les fonds et le temps d'installation scénique pour d'importantes scénographies. L'actrice ou l'acteur sans costumes, sans décor, sans partenaire pour lui donner la réplique, est obligé d'être lui-même les différents costumes, les différents décors et les différents personnages. Et le spectateur est obligé de faire travailler son imagination, donc son intelligence. Tout ça dans la bonne humeur bien sûr car les tragédies sociales que nous exposons ne sont supportables que sous l'angle de la dérision. Il y a aussi une part d'improvisation en spectacle, l'interprète doit être capable d'inventer encore, d'interagir, de s'adapter pour mener le public au point de réflexion politique que nous désirons.

Comment faire entendre la voix de ceux d'en bas depuis la périphérie dans un champ où la légitimité revient au centre et aux classes dites supérieures ?

C'est un combat non-stop. Il faut être capable d'encaisser plus que de donner des coups, car ta seule liberté, elle est sur les planches. Ailleurs, si tu l'ouvres, et je suis bien placé pour le savoir, ta compagnie est

blacklistée. Et même si tu arrives à jouer le jeu de l'art bourgeois en rdv et sur tes dossiers, les représentants de la culture légitime peuvent être ulcérés par tes pièces et donc te rayer de la carte. Ce qui est dur à encaisser, mais c'est aussi vieux que le monde du théâtre, c'est que la culture légitime te marginalise, te discrimine, essaie de t'abattre, mais dans le même temps t'observe, te garde dans un coin de l'œil et n'hésite au moment voulu à piquer ton boulot en le dépolitisant, en refourguant ta rhétorique, ton esthétique (bien sûr appauvrie), au nouveau poulain du dernier Centre dramatique national. Après, il y a l'exception qui confirme la règle ; nous jouons notre nouvelle création au théâtre Liberté de Toulon. Et puis il y a aussi et surtout des militantes au sein de l'État. Très peu. De moins en moins. Mais elles sont du côté « des politiques de la ville ». Je dis elles, car il s'agit de quelques femmes « issues de l'immigration » la plupart du temps. Ce sont aussi des combattantes et elles t'aident, même si elles doivent en payer le prix.

Pour aller plus loin

On trouvera des informations pratiques sur le travail du collectif Manifeste Rien sur le site : <http://manifesterien.over-blog.com/> ou par mail : manifesterien@gmail.com

Prochaines représentations

- *Rappel à l'ordre !* : le 14 mars à Valence.
- *La domination masculine* : les 7 et 8 mars à Marseille ; le 22 mars à Paris.
- *Le Massacre des Italiens* : le 18 mars à Marseille ; le 29 mars à Cannes ; le 11 mai à Morsang-sur-Orge.
- *Homo ça coince...* : les 23, 24 mai à Toulon ; du 28 au 30 à Marseille ; les 6 et 10 juin à Paris.

Rappels et souscription permanente

Quelques camarades dont l'abonnement arrive à expiration, ne l'ont pas encore renouvelé. Nous leur demandons de bien vouloir se mettre à jour. Depuis sa création en 1925, par Pierre Monatte, *La RP* ne cesse de défendre ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Il nous paraît important que nous puissions encore faire entendre leur voix, librement, dans nos colonnes... C'est grâce à vous toutes et vous tous que *La RP* peut continuer à vivre en toute indépendance. Sans l'encaissement des abonnements et sans la souscription permanente, ce ne serait pas possible. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

P.S. : Nous ne disposons pas d'un service comptable à même d'envoyer très régulièrement des rappels. Il revient donc à chaque abonné-e de faire ce geste militant simple : envoyer à date fixe le montant de son réabonnement.

Morceaux choisis

Accoudé au comptoir du bar, je fais des comptes sur mon carnet : impôts, factures, charges, le cauchemar habituel. Carmelo, un des habitués qui est tout près de moi, me demande : [...]

— Je crois que le destin a voulu que l'on se rencontre. Je peux vous proposer une belle affaire, très rentable en peu de temps et avec un bénéfice exceptionnel. Ça va sûrement vous intéresser.

— Je ne vous cacherais pas que tout ce qui peut m'aider à m'en sortir, m'intéresse.

— J'ai besoin d'un associé qui sache s'adapter et dispose de quelques pesos.

— Combien ?

— Oh, c'est une toute petite mise de fonds.

— Pardonnez-moi de vous demander ça, mais s'il faut si peu d'argent et que c'est une si belle affaire, pourquoi vous ne la faites pas tout seul ?

— Je n'ai pas un seul centime pour le capital de départ. Impossible de compter sur les banques, je ne veux pas tomber dans les mains d'usuriers qui vont me plumer.

— Et ça serait quoi cette affaire ?

— Des sacs en papier.

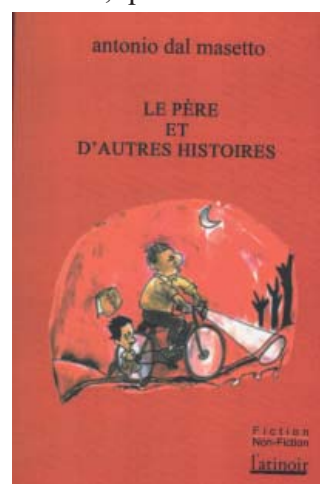
— Pour les vendre à qui ?

— Pour que les gens les mettent sur la tête et cachent leur visage après les prochaines élections.

— Ceux qui auront perdu ?

— Tous ceux qui auront voté. Une fois les résultats connus, quand ils se rendront compte de la situation

et de ce qui les attend, quel que soit le vainqueur, tous auront honte sans exception d'avoir glissé leur bulletin dans l'urne. Ils voudront tous se cacher le visage avant de sortir de chez eux.



Antonio dal Masetto, « Papier Kraft », in *Le Père et d'autres histoires*, L'atinoir, 2018.

Les librairies militantes intéressées par un dépôt de la revue et les syndicats souhaitant recevoir un numéro gratuit nous le disent en envoyant un mail à

redactionrp@gmail.com

Féminisme, lutte de classes et antiracisme

Dans son édition du 7 novembre 2018, *Le Canard enchaîné* a couvert, dans un article intitulé « *Putes en fête...* », le premier « *festival des putes* » organisé à Paris, en reprenant l'argumentaire du Syndicat du travail sexuel (STRASS). Si l'expression « travailleurs du sexe » est utilisée dans certains milieux intellectuels et militants – notamment certains courants féministes –, elle est pourtant loin de faire l'unanimité¹, à commencer par les abolitionnistes. Ces derniers se retrouvent par exemple au sein du Mouvement du Nid auquel le mensuel *Alternative libertaire* a donné la parole par l'intermédiaire de la journaliste Claudine Legardinier².

Ces divergences d'analyse qui, comme pour d'autres questions majeures, traversent les mouvements féministe et révolutionnaire, se sont exprimées lors du huitième congrès international des recherches féministes dans la francophonie tenu fin août 2018 à l'université de Paris-Ouest. Ainsi, on retrouvait, parmi la multitude des initiatives proposées, un colloque sur le « *féminisme pute* » – animé par des représentantes du STRASS – mais aussi la passionnante rencontre intitulée *Féminisme lutte des classes et antiraciste, consubstantialité, intersectionnalité, retour aux origines et où en sommes-nous ?* ». Ce dernier événement a été organisé par les animatrices de la revue *Cahiers du féminisme*³, publiée de 1977 à 1998 à l'initiative de militantes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR).

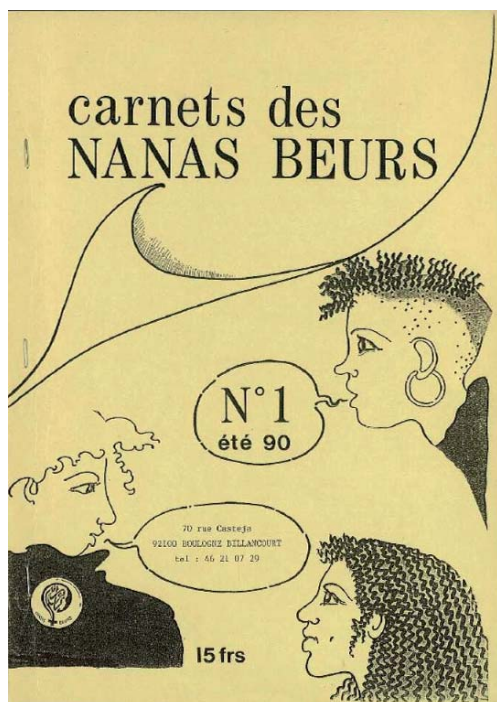
Dans son intervention en ouverture de cet événe-

ment, Suzy Rojzman a rappelé les étapes de l'émergence du mouvement féministe en France qui a été marqué par le « blackout » sur la guerre d'Algérie.

Francine Sporenda a présenté une analyse des textes de la féministe afro-américaine bell hooks, dont l'orientation ainsi que la rhétorique, marquées par une hostilité à l'égard des « féministes blanches » et des militantes intersectionnelles qui ne partagent pas ses vues, ressemblent étrangement à celles de certaines icônes de la nébuleuse décoloniale. L'ex-membre du bureau des Chiennes de garde a confirmé dans la discussion que l'intersectionnalité reléguait au second plan la question de la classe sociale.

Josette Trat a décrit le changement de contexte politique des années 1990-2000 qui a affecté le mouvement féministe jusqu'à le diviser profondément lors des débats sur le port de signes religieux à l'école publique. L'ancienne militante de la LCR a déploré la parution récente de livres mettant tous en cause les « féministes blanches » en mobilisant des arguments fallacieux ou des contre-vérités historiques. À ce titre, il convient de relire sa réponse argumentée⁴ à un pamphlet nauséabond⁵.

Souad Benani a restitué la genèse de l'association les Nanas Beurs⁶, créée en 1985 dans le sillage de la Marche pour l'égalité et contre le racisme et au sein de luttes menées avec les féministes françaises. Les militantes se sont prononcées pour la laïcité, le droit au travail et l'union libre. Elles se sont battues avec les Algériennes contre le code de la famille et le totalitarisme islamiste. L'intervenante a rappelé l'assassinat de la féministe Nabila Djahine en 1995 avant de mentionner les récents progrès réalisés en Tunisie sur la question de l'héritage.



Extrait de l'éditorial de Souad Benani (*Carnets des nanas beurs*, n° 1, été 1990, p. 4)

« La polémique nationale, soutenue de façon spectaculaire par les médias, transformait trois jeunes filles portant foulard, en machine en marche de l'obscurantisme. Nous ne dirons jamais assez notre attachement à la libération totale des femmes. Se battre contre le port du voile, contre tous les intégrismes, contre la claustration, l'infériorisation des femmes, font partie de nos principes fondamentaux. Mais il en est aussi un qui reste fondamental celui de l'instruction. Les femmes maghrébines dans leur majorité ont trop longtemps été écartées du savoir et de la connaissance. Elles en ont non seulement

souffert, personnellement, mais aussi politiquement. Cela a servi à tous les pouvoirs, de les jeter hors de la sphère publique, et d'amputer les nations de la moitié de leurs membres. »

Daniela Lévy a proposé un exposé très didactique opposant l'universalisme, qui pose l'égalité comme préalable, au relativisme qui défend en principe la liberté. Les tenants de ces perspectives divergent quand il s'agit de mettre en lumière la condition féminine analysée comme une assignation sociale ou de l'aborder comme relevant d'un choix individuel consistant à mettre en scène son genre. Il en va de même pour la prostitution dont les universalistes veulent l'abrogation tandis que les relativistes parlent de libre choix.

D'autres communications ont été présentées par Eric Lafon, Danièle Czalczyński, Suzy Bossard, Xavier Dunezat, Danièle Kergoat, Françoise Soldani et moi-même. Malgré les différences de sensibilités ou d'approches, les discussions furent toujours chaleureuses et respectueuses. Cette rencontre doit faire l'objet d'une publication qui constituera sans nul doute un nouveau point d'appui pour réaffirmer une perspective authentiquement émancipatrice en ces temps obscurs.

Nedjib SIDI MOUSSA

1. Julie Bindel, « Prostitution is not a job. The inside of a woman's body in not a workplace », *theguardian.com*, 30 avril 2018.
2. « Claude Legardinier (Mouvement du Nid) : 'La prostitution est un archaïsme indigne' », *alternativelibertaire.org*, 25 octobre 2018.
3. Josette Trat (coord.), *Les Cahiers du féminisme (1977-1998). Vingt ans dans le tourbillon du féminisme et de la lutte des classes*, Paris, Syllepse, 2011, 350 p.
4. Josette Trat, « 'Les féministes blanches et l'empire', ou le récit d'un complot féministe fantasmé », *contretemps.eu*, 17 décembre 2012.
5. Félix Boggio Ewanjé-Epée et Stella Magliani-Belkacem, *Les féministes blanches et l'empire*, Paris, La Fabrique, 2012.
6. « Les nanas beurs », entretien avec Souad Benani réalisé par Juliette Minces, *Hommes & Migrations*, n° 1141, 1991, p. 52-55.

BRÈVE

Le Maitron en accès libre

Vous pouvez désormais naviguer dans l'ensemble des notices correspondant aux cinq premières périodes du *Maitron* (dictionnaire biographique du mouvement ouvrier), de 1789 à 1968, y compris les notices inédites ou enrichies qui viendront s'y ajouter à l'avenir: <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr>

Sur internet

◆ L'autogestion en Algérie

Les éditions de l'Asymétrie ont regroupé des articles parus dans La R.P. dans les années 60 sur la situation sociale algérienne : <https://www.dropbox.com/s/c8fkybz07s1r70v/larevolutionproletarienne-n193%20extrait.pdf> (voir aussi <https://editionsasymetrie.org/autogestion/>)

◆ Construire la généralisation des grèves

Tract de la tendance *Syndicalistes!* du 9 décembre dernier réagissant au texte de l'intersyndicale du 6, téléchargeable à http://syndicalistes.fr/wp-content/uploads/2018/12/2018-12-Tract-Generalisation-greves.pub_.pdf

◆ Colette Chambelland sur Pierre Monatte

La transcription (dans *Les Temps maudits*) de l'interview de Colette Chambelland à Radio libertaire en 1999 à propos de sa biographie de Pierre Monatte est en ligne à <http://www.hugueslenoir.fr/uploads/docs/P.%20Monatte-Colette%20Chambelland.pdf>.

◆ Pierre Monatte, un révolutionnaire sous l'uniforme

Préface de notre ami Julien Chuzeville au livre dont nous avons parlé dans notre dernier numéro, disponible à l'adresse <http://www.emancipation.fr/spip.php?article1942>

◆ Pour un Maghreb des luttes

Contribution de notre camarade Nedjib Sidi Moussa à retrouver sur <https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/2019-ce-qui-attend-le-moyen-orient-et-l-afrique-du-nord-1059545600>.

◆ Gilets jaunes ? et après ?

Article d'Henri Simon paru dans *Echanges* n° 165, mis en ligne à <http://www.echangesetmouvement.fr/2019/01/gilets-jaunes-et-apres/>

◆ Les Gilets jaunes à la lumière de l'expérience italienne

Article début décembre signé d'un collectif « Athéné Nyctalope » à <https://paris-luttes.info/les-gilets-jaunes-a-la-lumiere-de-11185>

◆ Hongrie

La déclaration de la Confédération des syndicats hongrois après la signature de l'amendement au Code du travail (dit « loi des esclaves »), a été traduite à <http://www.labourstart.org/fr/wordpress/declaration-de-la-confederation-des-syndicats-hongrois/>

◆ Mouvement étudiant et lycéen 2018 : quel bilan ?

http://jeunessesyndicaliste.org/wp-content/uploads/2019/01/2019-01_JS_Bilan_Mouvement_Lyc%C3%A9n_Nov_Dec.pdf

◆ En immersion numérique avec les « Gilets jaunes »

Une étude de Roman Bornstein parue en ligne le 14 janvier dernier sur <https://jean-jaures.org/nos-productions/en-immersion-numerique-avec-les-gilets-jaunes>, téléchargeable au format pdf.

◆ Non, la presse ne doit pas être un bouc émissaire !

Communiqué du 15 janvier dernier signé par une quarantaine d'organisations dont le Syndicat national des journalistes (SNJ) et le SNJ-CGT, à lire à l'adresse <http://www.snj.fr/print/node/4523>.

◆ Venezuela : face aux mensonges frauduleux

Traduction en français de la position d'*EL Libertario* sur la crise à https://www.monde-libertaire.fr/?article=Venezuela_%3A_Face_aux_mensonges_frauduleux__

S.J.

Chronique d'une crise

On a dit que l'Amérique sous Trump vit dans un état de crise permanente et ce n'est pas faux. Parfois, les crises, il les fabrique, comme par exemple celle de « l'invasion » des migrants qui aurait nécessité l'envoi de quelques 4 000 soldats à la frontière mexicaine. (Pour toute action, ils ont posé des barbelés au sommet d'une barrière qui existait déjà, et cette intervention militaire a coûté quelques centaines de millions de dollars.)

Par contre, son refus de signer un budget qui permettrait aux services du gouvernement fédéral de fonctionner et le *shutdown* qui en a résulté pendant plus d'un mois est un peu spécial.

Mi-décembre – fin janvier. À la frontière sud et ailleurs, les horreurs continuent : femmes et enfants attaqués au gaz lacrymogène, 11 000 enfants demandeurs d'asile en détention et séparés de leurs parents, en plus des 3 000 enfants que la police des frontières avait déjà arrachés à leur famille mais qui n'avait pas été comptés ni restitués malgré l'ordonnance d'un tribunal. Et que dire des employés du gouvernement fédéral privés de leur salaire pendant plus d'un mois *because* pas d'argent pour le *Trump Wall*... La cruauté de ce gouvernement serait choquante si elle n'était pas déjà banale.

Mais tout cela a été rapporté par les médias en France. Je n'ai noté ici que des faits et des événements qui m'ont particulièrement frappé tout en essayant, dans la mesure du possible, d'éviter les plus connus.

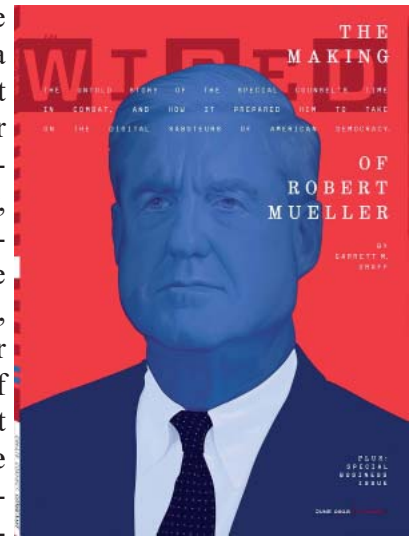
16 janvier. La corruption de ces gens passe les bornes. Selon le *Wall Street Journal*, en 2015, à la Trump Tower de New York, Michael Cohen, alors l'avocat de Trump, avait donné un sac rempli de cash au directeur d'une petite entreprise de software pour que celui-ci fabrique des sondages favorables à son patron. Il devait lui donner 50 000 dollars, mais Cohen ne lui a remis que 12 000 à 13 000 dollars en billets, bourrés dans un sac de chez Walmart, la grande chaîne de supermarchés discount – ce qui, remarque avec malice une journaliste du *Boston Globe*, aurait dû être un premier indice que le paiement avait été réduit. (Cohen, qui a plaidé coupable de divers chefs d'accusation, n'était pas seulement l'avocat de Trump mais son *fixer* : le magouilleur qui arrange les choses pour son patron.)

17 janvier. Journée riche en nouvelles édifiantes : on recense **dix-sept enquêtes judiciaires** en cours concernant le président. Comme il est difficile de

les suivre toutes, le magazine *Wired* a publié un guide : sept enquêtes menées par le procureur spécial Robert Mueller, quatre par le procureur du district sud de l'état de New York, une par le procureur fédéral du District of Columbia (D.C.), et j'en passe. **Le même jour**, Robert W. Pat-

terson, l'administrateur adjoint d'une agence gouvernementale importante (Social Security Administration) nommé par Trump déclare, entre autres énormités : les préservatifs privent les femmes des « substances chimiques remarquables » présentes dans la semence mâle ; l'homosexualité est une maladie mentale et l'orientation sexuelle peut être changée de force. **Le même jour**, Bloomberg News nous informe que les six plus grandes banques du pays ont réalisé un profit record de 100 milliards de dollars. « Elles peuvent remercier la réforme des impôts votée par les Républicains, » selon Bloomberg. Ce commentaire ne vient guère d'une source de gauche. ...J'insère ici un extrait du courriel envoyé le **24 janvier** par la Sénatrice Elizabeth Warren : « Aujourd'hui, un héritier possédant des yachts et des tableaux d'une valeur de 500 millions de dollars et une institutrice sans économies payent la même somme aux impôts fédéraux, car c'est le revenu qui est imposable, pas la richesse. Donc, si l'héritier et l'enseignante gagnent tous deux 50 000 dollars par an, le gouvernement ne fait pas de distinction entre eux. Ce n'est pas une erreur, c'est fait exprès. Les riches et les puissants qui nous gouvernent font en sorte que les règles profitent à eux seuls. » Elle fait remarquer que le 0,1% des familles les plus riches de l'Amérique, soit une famille sur mille, possède la même richesse que 90% des familles américaines additionnées toutes ensemble et du coup, elle propose que ce 0,1 % de la population soit taxé sur sa richesse et pas seulement sur ses revenus¹.

Même jour : une agence officielle de surveillance du gouvernement juge que le bail que Trump a obtenu pour son hôtel de Washington après son élection lui



a été accordé en violation d'une clause de la Constitution qui interdit au président de recevoir de l'argent d'un pays étranger. Or des représentants de pays étrangers et des hommes d'affaires de ces pays louent des chambres dans l'hôtel. Une raison de plus pour l'*impeachment*, mais pour le moment, la destitution de Trump reste un rêve.

Même jour, 17 janvier : une des organisatrices de la Marche des Femmes égrène les raisons de ces manifestations qui auront lieu le lendemain. Avant de passer aux thèmes traditionnels comme la lutte pour les droits des femmes, elle déclare : « Nous condamnons le président pour avoir utilisé le fonctionnement des services du gouvernement fédéral comme un jeton dans un jeu de négociations et pour avoir violé son serment de 'servir et protéger fidèlement la Constitution' ; nous condamnons le démantèlement systématique des règlements qui garantissent la propreté de notre air et de notre eau, la prise en otage de 800 000 employés fédéraux pour construire un mur que des experts de la police des frontières jugent superflu, la séparation des familles qui fuient la violence et qui cherchent un asile légal, et surtout, nous condamnons l'enfermement dans des cages d'enfants innocents. »

18 janvier. « La Marche des femmes » ...Manifestations dans plus de 300 villes à travers le pays. Bien moins de monde que les autres années, en partie à cause d'une vague de froid, mais des foules impressionnantes quand même. Un millier de manifestant(e)s à Northampton (population 30 000) ont écouté les discours brefs mais passionnés de nos nouvelles élues à la législature de l'état du Massachusetts. Leurs priorités : l'assurance maladie universelle (Medicare for All), l'investissement massif de fonds dans l'enseignement public, l'égalité réelle entre femmes et hommes...

19 janvier. Les nouvelles sur le réchauffement de la planète sont de plus en plus effrayantes : les océans se réchauffent 40 fois plus vite qu'on ne le croyait, les glaces de l'Antarctique et du Groenland fondent à une allure inouïe. Heureusement, le gouvernement Trump a déjà réagi... en autorisant le forage pétrolier dans davantage de réserves naturelles, tel le vaste Arctic National Wildlife Refuge, et en supprimant la réglementation qui limitait les émissions de carbone.

20 janvier. Au trentième jour de la fermeture partielle des services du gouvernement fédéral, le Président Trump tweete quarante fois (!) sur des sujets variés : il se vante de l'état de l'économie, critique les médias, parle du temps qu'il fait, déprécie le danger du réchauffement planétaire, donne un avertissement solennel à Nancy Pelosi², corrige une personnalité de droite et en retweete une autre. Il se félicite du bon résultat de ses

sondages (invraisemblable, étant donné les chiffres : taux d'approbation 39%, de désapprobation, 56%), se vante de ses talents pour la construction, remercie l'acteur James Woods et ceux que le *shutdown* prive de leur salaire, retweete sa femme, félicite l'équipe de foot qui vient de gagner le championnat de sa ligue, retweete son fils, fait l'éloge de Curt Schilling³. En somme, une journée ou une nuit – Trump tweete habituellement au petit matin – pleine d'activité constructive, digne du chef d'un grand pays.

21 janvier. Un petit groupe de gens de la ville, tous membres comme moi d'une association d'entraide aux seniors, se retrouvent une fois par mois dans un bar local pour prendre un verre et bavarder. Une réunion conviviale où j'ai plaisir à aller. Ambiance sympathique comme d'habitude jusqu'à ce que Bill, un homme que j'ai rencontré à plusieurs reprises dans ce groupe et que j'ai chaque fois trouvé intelligent, sensible et drôle, se révèle un anti-immigrés féroce, donc Trumpiste : « Vous aimeriez vraiment que des immigrants s'installent sur votre pelouse avec leur troupeau de chèvres ? » me demande-t-il avec une certaine agressivité. Plus question de discuter avec lui. Réaction excessive de ma part ? je pensais à la découverte qu'un Allemand ordinaire aurait pu faire en 1933 : son voisin tellement sympa est en réalité pro-Hitler et antisémite.

25 janvier. Fiche de paie pour ces 800 000 employés fédéraux : \$ 00,00. Tactique de notre racketteur en chef pour obtenir les cinq milliards de son Mur, bien résumée par un journaliste : « Chouette pays que vous avez là, ce serait dommage qu'il lui arrive quelque chose... » ...Attitude de ses associés : le ministre du commerce Wilber Ross déclare qu'il ne comprend pas « pourquoi des travailleurs sont obligés d'aller dans des centres de distribution de nourriture. . . » Lara Trump, belle-fille et conseillère politique de la campagne Trump : « Ça leur fait un peu mal, mais c'est pour l'avenir du pays, les générations futures les remercieront. » Kevin Hassett, conseiller économique : « Pour eux, ce sera comme des vacances payées. » En France, il y aurait des émeutes.

À propos de conseillers : le stratège et conseiller politique de Trump depuis des lustres, Roger Stone, est arrêté ce matin par le FBI et inculpé. Sept chefs d'accusation, dont subornation de témoin, entrave à la justice, et faux témoignage⁴. Si Michael Cohen était le *fixer* de Trump, Roger Stone était, de son propre aveu, son *dirty trickster*, celui qui sait jouer des sales tours à l'ennemi du moment, comme au bon vieux temps de Richard Nixon. Il s'est même fait tatouer le visage de Nixon entre les épaules, un portrait de la taille d'un ananas, dit-il⁵. Avec l'inculpation de Stone, cela fait maintenant six associés de Donald Trump inculpés



pour avoir menti, entre autres chefs d'accusation, sur les liens entre sa campagne présidentielle et la Russie⁶. Question évidente : pourquoi ces mensonges sur cette affaire ? Que cachent-ils ?

Plus tard le même jour. Changement de tactique. Le fait que le public rejette de plus en plus la responsabilité du *shutdown* sur lui a sans doute ébranlé Trump, quand même sensible aux signes de rébellion dans les rangs de son parti. Il y a eu aussi la situation dans les aéroports où des millions de gens voyagent chaque jour pour les affaires de leurs entreprises. Les agents de sécurité et les contrôleurs de l'air qui devaient travailler sans être payés commençaient à se porter malades pour pouvoir s'employer ailleurs, d'où un ralentissement du trafic aérien, de longues files d'attente, et des dangers potentiels. Le président autorise la réouverture des services publics du gouvernement pour trois semaines (le beau cadeau !) et promet de payer des arriérés aux employés – mais pas aux contractuels, mal payés au départ – pendant que les deux partis négocient la question de la sécurité de notre frontière sud. Sécurité ? « Des terroristes viennent avec les migrants, » déclare Trump. En réalité, la plupart des gens soupçonnés d'activité terroriste et arrêtés à la frontière l'ont été à la frontière nord avec le Canada : pas question de construire un mur là-haut. Serait-ce parce que les Canadiens sont en majorité blancs ? La drogue aussi serait apportée par les migrants. Mais elle n'entre pas dans le pays avec eux, là où Trump voudrait construire son mur. Elle arrive surtout dans les camions, les avions et les bateaux qui utilisent les ports d'entrée légaux. Le *shutdown* de cinq semaines a coûté 11 milliards de dollars, selon le Congressional Budget Office. 8 milliards seraient récupérés au cours de l'année : c'est une perte sèche de 3 milliards pour le pays. Mais Trump s'en soucie peu, du pays.

28 janvier. Kamala Harris, 54 ans, avocate, sénatrice de la Californie depuis 2017, a annoncé hier sa candidature pour défendre les couleurs du Parti Démocrate

à l'élection présidentielle de 2020. Elle se présente comme une progressiste. Son slogan, c'est « Kamala Harris for the People » et sa campagne sera centrée sur certains des mêmes thèmes qu'Elizabeth Warren ; elle dénonce l'inégalité sociale et économique, propose des réformes et prône l'assurance santé universelle (Medicare for All) Éluë en 2010 Attorney General of California (Garde des Sceaux de l'état de Californie), réélue massivement en 2014, noire dans un pays où ce sont les non-blancs surtout qui peuplent nos prisons, elle devrait savoir de quoi elle parle : mais en tant qu' Attorney General, et comme Obama, elle a poursuivi la vieille politique d'incarcération de masse. (« For the people » est la formule pour décrire l'accusation dans un procès.) Quand elle critique Trump pourtant, elle ne mâche pas ses mots. Pour une nouvelle venue sur la scène nationale, elle mène sa pré-campagne avec une habileté remarquable : d'abord une tournée pour la promotion de son nouveau livre⁷ avec quelques interviews à la télé, ensuite une annonce non-officielle de sa candidature sur une grande chaîne de télé le matin même de la Journée Martin Luther King (jour férié) et hier, dimanche, son annonce officielle dans un discours à Oakland, sa ville natale, de l'autre côté de la Baie de San Francisco, ville tout aussi anti-Trump, devant une foule enthousiaste de quelque 30 000 personnes et les caméras de la télé. ... Entretemps, dit le *Boston Globe*, la Sénatrice Elizabeth Warren tâche de se distinguer des autres candidat(e)s en utilisant ce qui fait sa force : sa connaissance profonde des menus détails du fonctionnement de notre système économique et politique, qu'elle expose dans un langage simple et clair qui finit par captiver son public. Le message implicite : oublions la rhétorique, je sais comment les choses marchent dans le monde réel, et elles ne marchent pas à votre avantage.

29 janvier. Le gouvernement Trump a levé les sanctions sur trois entreprises dépendant de l'oligarque russe Oleg Deripaska, un allié du président Poutine. N'agaçons pas nos amis. Cela contre les recommandations des législateurs Démocrates, qui pensent toujours à l'assassinat en Angleterre de Sergueï Skripal, à la tentative d'assassinat de sa femme par gaz neurotoxique, à l'annexion de la Crimée, etc...

Dans ma boîte de réception, un courriel de mauvaises nouvelles-bonnes nouvelles du sénateur Bernie Sanders. J'en livre ici quelques extraits. Mauvaise nouvelle : nous avons un président fraudeur, menteur pathologique, et raciste. Bonne nouvelle : le peuple américain se lève, résiste et exige des changements fondamentaux dans notre système économique et social. Mauvaise nouvelle : les scientifiques nous disent que le changement climatique est la plus grande crise de la planète mais le président et son parti

œuvrent sans relâche à déréguler l'industrie pétrolière et houillère malgré l'augmentation des émissions de carbone. Les scientifiques et les électeurs américains sont largement d'accord sur le fait que le changement climatique est réel et que les actions humaines en sont la cause. Et pourtant 150 membres du Congrès, tous Républicains, refusent de le croire. L'industrie des combustibles fossiles a financé la campagne de ces législateurs qui ont reçu en moyenne 455 732 dollars chacun : coïncidence ? Bonne nouvelle : au niveau de la base, ici et partout dans le monde, de plus en plus de gens, menés par la jeune génération, comprennent qu'il nous faut des initiatives courageuses pour transformer notre consommation d'énergie. Mauvaise nouvelle : à une époque d'inégalité massive dans la distribution des richesses, où les trois Américains les plus fortunés possèdent plus de richesse que la moitié de la population, nous avons un président et un parti au pouvoir qui veulent donner encore plus d'avantages fiscaux aux milliardaires. Bonne nouvelle : sondage après sondage, nous le constatons : le peuple américain veut que les plus riches et les grandes sociétés payent leur juste part de nos impôts [76% selon les derniers sondages] ; il comprend qu'au lieu de réduire les impôts des milliardaires, nous devrions refaire nos infrastructures, investir dans la santé et dans l'enseignement...

Il ne manque pas de candidat(e)s qui luttent pour que la justice et la raison triomphent. La grande question est de savoir s'ils pourront triompher en Amérique aujourd'hui, ou plutôt demain.

David BALL
dball@smith.edu

1. Elizabeth Warren s'est déjà déclarée candidate pour la nomination du Parti

Démocrate à l'élection présidentielle de 2020.

2. "Speaker of the House" : Présidente de la Chambre des députés (House of Representatives), Démocrate.

3. Ancien lanceur (*pitcher*) pour les Boston Red Sox (baseball) connu pour ses opinions de droite.

4. Ce n'est pas *perjury* à proprement parler, mais *lying to Congress* : mentir au Congrès est un délit punissable « d'un mois à douze mois de prison et d'une amende de 100 000 dollars au plus. »

5. Difficile à croire ? Vous pouvez voir Stone lui-même s'en vanter à la télé : <https://www.c-span.org/video/?c4549831/nixon-tattoo-rogerjstonejr-back-the-size-pineapple-explains-span>

6. Les voici : son ancien directeur de campagne (Paul Manafort, déjà condamné pour d'autres délits) ; le chef adjoint de sa campagne (Rick Gates) ; son ancien conseiller en matière de sécurité nationale (Michael Flynn) ; son ancien avocat (Michael Cohen qui a déjà plaidé coupable) ; un conseiller en politique étrangère (George Papadopoulos) et maintenant celui qui a été longtemps son confident politique (Roger Stone).

7. *The Truths We Hold: An American Journey* (« Ces vérités que nous chérissons : un voyage américain »). Son premier livre sur sa carrière de procureure a été publié en 2009.

◇ ◇ ◇

Dépôts en librairie

La RP est disponible (en petite quantité) dans les librairies suivantes:

◆ Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

◆ Librairie Quilombo, 23 rue Voltaire 75011 Paris.

◆ Librairie Transit, 45 Bd de la Libération 13001 Marseille.

◆ Librairie l'Odeur du temps, 35, rue Pavillon 13001 Marseille

◆ Librairie L'Hydre aux mille têtes, 96, rue Saint-Savournin 13001 Marseille.

Nouvel abonnement – **Réabonnement (23 euros)**

(précisez en cochant pour nous aider à mettre à jour plus vite le fichier du routage)

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Pour l'abonnement, je règle :23 €

En plus de mon abonnement, j'alimente la souscription permanente en versant : €

Total : €

Chèque postal ou bancaire, à l'ordre des Amis de la Révolution prolétarienne

CCP : 8044 64 Y 020 (PARIS),

adressé à Stéphane JULIEN, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville